

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 29 MAI  
DIMANCHE 30 MAI  
N° 196 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

**NICE :**  
**Crime contre un jeune**

**SES CAMARADES SE MOBILISENT**

**VOIR P.6**

## CFDT

### L'OPPOSITION S'AFFIRME

La bataille d'amendement qui a fortement marqué la séance de vendredi sur la résolution générale présentée par Jeannette Laot a témoigné de ce qui est né et s'est développée depuis 73 dans la CFDT. Un courant de plus en plus opposé aux orientations réformistes «autogestionnaires» de l'équipe confédérale et de ses soutiens sociaux-démocrates. Il est vrai que le bureau national a bien contribué à la clarification en retenant au débat des amendements significatifs de la lutte entre les deux voies dans la centrale.

Les appréciations hâtives de la presse bourgeoise (France Soir : «La CFDT s'est transformée d'une avant-garde en une centrale de masse, immunisée contre les gauchistes et dirigés par une équipe pratiquement incontestée») ont été assez largement démenties par les faits, dans un vote passionné.

Sur les points clefs d'une opposition de classe aux orientations confédérales, les votes ont indiqués véritablement l'enjeu de l'après congrès : reconstruire une alternative de gauche dans le syndicat, développer d'ici le prochain congrès, une pratique d'opposition syndicale révolutionnaire capable de rassembler les critiques qui se cherchent, s'entrecroisent et n'ont pu se retrouver au niveau de ce congrès qu'au plan de tel ou tel scrutin. (Et encore sur des amendements qui restent à préciser, et surtout à confronter au développement des luttes à venir).

Suite p. 4

## LES MINEURS DU NORD RIPOSTENT MASSIVEMENT

# EN FINIR AVEC LA LOI DES HOUILLERES !



La grève de 48 heures est massivement suivie dans le pays minier. La direction des Houillères a annoncé que pour le poste du matin, 75 % des mineurs de fond étaient en grève. Compte-tenu de certains travaux de sécurité nécessaires même pendant la grève, c'est entre 80 et 85 % des mineurs du bassin qui ont répondu au mot d'ordre des fédérations.

Pruvost, responsable CFDT estime que le pourcentage ne se démentira

pas aujourd'hui et que compte-tenu de l'allant des mineurs, si on conserve intact la mobilisation, il sera possible d'entraîner d'autres gars dans la bagarre.

La CFDT tenait hier un conseil régional exceptionnel pour envisager la suite du mouvement.

Barrois, de la CGT, rapprochait par son ampleur le mouvement en cours de la grande grève patriotique de 1941.

Sur plusieurs puits, il y a eu des accrochages avec FO et la CFTC qui jugent la

grève «provocatrice et faisant le jeu de la direction».

La CFDT estime que «depuis Liévin, il y a un lourd contentieux. On écrase continuellement le mineur ! Depuis Liévin, les mineurs sentent venir le moment d'en découdre !»

Un rassemblement se tenait hier à Montigny-en-Gohelle, au puits Dahomey.

Suite p. 4

## Où va l'Allemagne ?

### Les interdictions professionnelles

Un reportage de Marc André et Gérard Linken

VOIR P.12

● Tribune du 2ème Congrès du pCR (ml) -p.2-

● Le Vietnam, un an après : entretien avec Roger PIC -p.8-

● Il y a un an, disparaissait Gilbert MURY -p.9-

## 4 MOIS AVEC SURSIS REQUIS CONTRE CHAPRON

# SURSIS POUR UN ASSASSINAT

Chapron ne retournera pas en prison. Le directeur de Huiles, Goudrons et Dérivés de Vendin-le-Vieil passait en jugement hier à Béthune. Le substitut du procureur a requis contre lui quatre mois à six mois de prison avec sursis. Il a également été demandé pour la veuve de Guillaume, l'ouvrier tué dans l'accident, un million d'anciens francs.

Quant au patron de l'entreprise intérimaire qui avait envoyé Guillaume à Huiles, Goudrons et Dérivés malgré son incapacité à 67 %, malgré le certificat médical interdisant ce poste, il a été requis de un à deux mois contre lui.

Le jugement a été mis en délibéré, mais quelque soit le verdict, ce ne sera pas cher payer du meurtre d'un ouvrier. Si les patrons font leurs comptes et on peut être sûrs qu'ils les font, ils savent qu'ils sont gagnants. Roland Guillaume était payé au SMIC, combien a-t-il rapporté à ses patrons ?



## CNUCED QUELLE ISSUE ?

La quatrième assemblée générale de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement touche à son terme. Elle devait finir hier, mais à moins de coup de théâtre de dernière minute aucune décision majeure n'a pu être prise.

Au centre des discussions de cette assemblée se trouvaient les conditions qui doivent permettre la création d'un nouvel ordre économique mondial.

Les discussions se sont cristallisées sur la proposition des pays du Tiers-Monde de créer un fonds de financement de stocks de matières premières. Cette proposition établie par les pays non alignés au cours de la conférence de Manille en février dernier, doit permettre aux pays du Tiers-Monde de faire face aux fluctuations des cours des matières premières. C'est une première mesure pour qu'ils fassent ensemble face à la détérioration des termes de l'échange, la baisse de leur pouvoir d'achat qui a pris ces dernières années, des proportions considérables. Traduite en terme de déficit commercial, elle correspond à un quadruplement du déficit des pays les plus «pauvres» du Tiers Monde entre 1971 et aujourd'hui : en 1971, le déficit de la balance des paiements de ces pays était de cinq milliards de dollars, elle est de vingt milliards aujourd'hui.

Suite p. 7



# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml

## LE TRAVAIL COMMUNISTE SUR LE FRONT CULTUREL

Dans la société impérialiste française, la bourgeoisie qui détient le pouvoir d'Etat, exerce sa dictature en tout. La dictature de la bourgeoisie ne s'arrête pas aux portes de l'usine.

Le film, la télévision, la radio, sont des moyens de propagande aux mains de la bourgeoisie. Ces films, ces émissions, sont présentés comme divertissements apolitiques.

En fait, ils sont organisés pour permettre à la bourgeoisie de perpétuer sa domination dans le domaine idéologique, ils prétendent représenter la vie des masses, mais ils masquent les conditions d'exploitation de cette société.

Ce que la bourgeoisie filme, ce qu'elle enregistre, pour la radio, c'est la «vie quotidienne», les pratiques de temps libres comme s'il n'existait pas d'exploiteurs ni d'exploités. Lorsqu'elle représente chacun des aspects de notre vie, la bourgeoisie s'oppose à chaque instant à une transformation révolutionnaire de notre société.

Ces productions, la bourgeoisie les fait passer pour apolitiques : «C'est du divertissement», dit-elle. Et les faux communistes du P«C»F ne disent pas autre chose, simplement ils se plaignent de la baisse de «qualité» des films et des émissions de T.V.. Ils veulent «des films et des émissions de qualité». Des films bourgeois ou des films révolutionnaires ou progressistes ? Ils n'en parlent évidemment pas, car ici comme ailleurs, ils ne veulent en rien détruire la société impérialiste mais juste se propulser aux postes de commandement.

Depuis un certain temps, les auteurs du

P«C»F font des émissions parfaitement acceptables pour la bourgeoisie, trop contente de voir s'infiltrer dans les masses un point de vue qui place l'art au-dessus des classes. Et si les révisionnistes luttent dans les différents secteurs de l'audio-visuel, soit contre le chômage dans la profession, soit pour que tous les «créateurs aient les moyens matériels de créer», c'est une fois encore sans interroger le contenu de ce que produisent et diffusent ces secteurs de l'audio-visuel.

Pour nous communistes, la question culturelle est liée à la lutte contre le pouvoir bourgeois. Nous ne devons laisser cette question de côté, sous prétexte que la lutte de classe se déroule principalement au niveau de l'exploitation directe, dans la production elle-même.

Nous communistes, devons nous emparer de la question culturelle pour montrer qu'elle est inséparable de notre lutte contre la bourgeoisie dans tous les aspects de la vie. S'en désintéresser, y prêter peu d'attention, revient à permettre au point de vue bourgeois de se glisser chez nous communistes, donc dans le Parti.

Si dans la production, les communistes n'organisent pas les masses pour la lutte contre l'exploitation, c'est le révisionnisme ou le réformisme qui l'emportent au sein des masses, en fin de compte, c'est l'attentisme et l'esprit de capitulation qui gagnent. On se soumet aux pressions de la bourgeoisie.

De même, sur le front culturel, si les communistes n'interviennent pas, n'engagent pas un travail de fond, c'est l'idéologie bourgeoise qui s'impose.

Alors, quel cinéma faire, quelle organisation des images et des sons pour aider à la transformation révolutionnaire de notre société ?

Il nous faut partir de l'analyse du Parti sur la situation actuelle de la société impérialiste française et caractériser comment elle se répercute sur les pratiques culturelles dans l'audio-visuel.

Sans ce travail d'analyse, qui demande la constitution d'un groupe de travail dans le Parti, sur ses positions, pour enrichir sa ligne, soit on se contente de suivre le mouvement spontané des masses sans se permettre de le faire avancer de façon organisée, soit on se coupe des masses car on ne sait pas comment intervenir de façon révolutionnaire, on reproduit en fait une pratique de type bourgeois.

A ce sujet, il serait faux de nous qualifier de cinéastes militants, puisque si nous devons nous qualifier, nous le faisons par les positions pour lesquelles nos films, toute notre pratique militent.

En effet, «on milite», mais militer ne signifie pas qu'on aspire à donner de la vie des masses aujourd'hui en France des représentations organisées selon le point

de vue communiste, selon le point de vue de notre parti.

C'est pourquoi, il s'agit pour nous de fabriquer, de diffuser un audiovisuel révolutionnaire selon les objectifs fixés par le parti.

Cela signifie que les représentations que nous organiserons et diffuserons, contribueront, par leur caractère d'agitation, à répandre les propositions tactiques du parti, mais qu'elles le feront toujours sous la direction des objectifs stratégiques du parti, qui constitueront leur caractère propagandiste.

Il s'agit également de rallier à nous tous les éléments qui aspirent à se lier aux masses et qui au cours de cette liaison rencontrent la pratique du parti, et reconnaissent tel ou tel aspect de sa ligne.

Refléter le processus par lequel les luttes incessantes de la classe ouvrière, des masses populaires, font avancer l'histoire, représenter de manière enthousiasmante l'avancée du mouvement révolutionnaire, tel est le sens de notre travail, axé qu'il est vers la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans, pour la dictature du prolétariat.

T. ENGEL  
Marc HURE

**POUR SE PROCURER  
LE PROJET DE PROGRAMME,  
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7  
5 F + 2 F de port**



N°7 Nouvelle Série MAI 1976 5 F

«Pourquoi ne parlent-ils pas dans le projet du nouveau programme du Parti : «d'insurrection prolétarienne armée» ? Pourquoi le mot d'ordre armé n'apparaît-il pas ?»

Cellule Hem Roubaix

D'autres camarades nous ont écrit pour poser cette question. Qu'ils se rassurent, le PCR ne s'oriente pas vers «la voie pacifique» ! Je pense que le passage intitulé «la tâche centrale de la classe ouvrière en France» est sur ce point très clair. «C'est parce que la bourgeoisie détient les moyens de production dont la classe ouvrière doit s'emparer, c'est parce que la bourgeoisie ne

se laissera jamais déposséder pacifiquement de son pouvoir qu'elle exerce tous les jours par la violence, que la classe ouvrière sous la

la classe ouvrière sous la direction de son Parti doit nécessairement employer la violence révolutionnaire. Dans la lutte, le prolétariat fera l'expérience de la violence révolutionnaire, de la nécessité de l'insurrection pour abattre la bourgeoisie». L'insurrection, comme il apparaît dans ce texte, ne peut être qu'armée. C'est donc par souci d'alléger autant que faire se peut le projet de programme du Parti, de supprimer les redondances que la formulation se présente sous cette forme.

R.D.

### COMMENT PARTICIPER À LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

### COMMUNIQUÉS

**GUADELOUPE  
MAI 1802 - MAI 1967  
INDEPENDANCE  
NATIONALE**

MEETING LE DIMANCHE 30 MAI A 15 H  
Salle Martin Luther King - 32, rue Olivier Noyer  
métro : Alésia ou Pernety  
PROGRAMME : film - théâtre - chants - débat  
Organisé par  
l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens

### COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

12 films de Joris IVENS et Marceline LORIDAN  
Centre Saint-Exupéry - Parc Léo Lagrange  
51100 REIMS - Tél. 40.39.58.

SAMEDI 29 MAI 1976

15 heures :  
- Le professeur Tsien  
- L'usine de Générateurs

18 heures :  
- Impression d'une ville Shanghai  
- Autour du pétrole

21 heures  
- Répétition à l'Opéra de Pékin  
- Une femme, une famille

**Appelez  
le Quotidien**

**293 63 61**  
de 9<sup>h</sup> à 17<sup>h</sup>

Le Quotidien du Peuple  
Publication du PCRml  
Adresse Postale : BP 225  
75924 Paris Cédex 19

### JE M'ABONNE

Nom .....  
Adresse .....  
Profession .....

1 an : 300 F  
6 mois : 150 F  
3 mois : 80 F  
1 mois : 30 F

Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

CCP n° 23 132 48 F Paris  
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris  
Distr. par les NMPP - CP : 56942

## Giscard au Pays Basque EXHIBITION GISCARDIENNE



Il y avait quelque temps que Giscard ne nous avait pas gratifié d'une de ses visites chez «des Français». On remarquera qu'une fois encore, en choisissant de se rendre à Arhansus, petit village basque, le président a limité au maximum les risques. Seuls deux habitants ont voté contre lui aux dernières élections. Il n'y avait donc pas beaucoup de chances que le président rencontre une quelconque opposition. L'année dernière, il avait

déjà choisi un village d'Alsace qui avait voté pour lui à une écrasante majorité. Quand il se rend chez des individus, Giscard choisit toujours des gens dévoués à sa publicité, comme ce gendarme mobile, tout récemment.

Ce qui est, pourtant, cette fois-ci un peu neuf, c'est que Giscard ose présenter, à la face du monde, ces sorties nocturnes et gastronomiques, comme des «méthodes de

gouvernement». Il éprouve le besoin de grossir encore l'évènement en déclarant : «notre dialogue est connu du monde entier». Il ajoute même : «de telles visites sont l'occasion de retrouver l'expression populaire, c'est-à-dire la réalité démocratique de la France».

Nul n'aura manqué de remarquer le caractère factice de cette visite sur fond de misère et d'attaques contre les libertés.

## LES PARTIS BOURGEOIS SE DISPUTENT L'ENA

Il s'agit ici d'un règlement de comptes entre partis bourgeois qui se disputent les places dans l'appareil d'Etat. Encore récemment, Fourcade se plaignait de fuites de son ministère au profit de Mitterrand. Puis, à plu-

sieurs reprises, Ponia-towski s'en est pris à une «petite minorité» de fonctionnaires parmi lesquels il visait notamment les membres du PS, les accusant de faire passer les intérêts de leur parti avant ceux de l'Etat.

C'est donc de bonne guerre entre partis bourgeois. Mais, au-delà de cette «bataille» pour l'ENA, il y a la «reprise en mains» de la fonction publique par le gouvernement, et les menaces qu'elle fait peser sur les révolutionnaires. En effet, si apparemment aujourd'hui, il s'agit d'une joute entre le PS et la «majorité», le précédent de la chasse aux sorcières en Allemagne, ainsi qu'un projet de loi récent (qui permettrait la communication des dossiers des fonctionnaires pour contrôler préalablement leurs opinions politiques) laissent penser que le gouvernement perfectionne sans cesse son intervention contre les libertés.

Paul LEFORT

### QUAND LE P.S. JOUE AU DEFENSEUR DES LIBERTES

Le PS, qui est toujours à l'affût d'opérations spectaculaires pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas, vient de créer un «comité pour la défense des droits civiques et professionnels en RFA». Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette préoccupation pour les libertés chez Schmidt vient un peu tard. Pourtant, à plusieurs reprises, Mitterrand est allé visiter ses camarades de l'Internationale socialiste, Willy Brandt et Helmut Schmidt.

D'autre part, ce souci affirmé pour les libertés en Allemagne ne s'accompagne pas d'une lutte pratique pour les libertés en France.

Mieux, les éléments PS, dans la CFDT, essaient par tous les moyens de chasser les militants révolutionnaires. Siles gens du PS pleurent bien, haut quand le gouvernement les chasse de postes haut placés, ils sont prêts, à faire eux-mêmes la chasse aux sorcières contre les révolutionnaires.

Au fond, il faut bien savoir que l'Etat, avec toute son administration, a toujours été un enjeu de la rivalité entre les partis bourgeois. Récemment, le PCF s'est joint à cette lutte qui vise à placer des hommes partout où c'est possible. Rappelons-nous aussi que Lecanuet, il y a peu, portait en guerre contre «l'Etat UDR», se plaignant par là de ce que les centristes avaient, précisément, été évincés partout des administrations au profit de l'UDR.

## Agret Contre offensive

La contre-offensive a démarré dans l'affaire Agret. On se souvient qu'Agret avait obtenu le réexamen de son dossier après une longue grève de la faim. Que Lecanuet avait même fait de vagues promesses. On aurait pu espérer que l'issue approchait dans cette affaire.

C'était mal connaître le pouvoir.

Lundi dernier, sous la plume d'un dénommé Derogy, l'Express titre : «Agret : la mystification». A l'intérieur, un «dossier» qui veut remettre les choses au point. Derogy s'attaque à la pièce maîtresse de la défense d'Agret, le témoignage de Benjelloul. D'après Derogy, ce témoignage, qui innocente Agret, est un faux calculé avec le concours de Dominique Calzy, ex-militant des SAC, auteur du livre «B comme Barbouze» (sous le nom de plume : Patrice Chairoff).

Pour le commissaire Delarue, c'est le résultat d'une rocambolesque histoire patiemment construite dans les cellules de la prison des Baumettes.

Marie-José Agret a réfuté ces arguments dans une lettre ouverte à JJSS, directeur de l'Express. Tous les moyens semblent bons au pouvoir pour tenter d'étouffer des révélations gênantes. Y arrivera-t-il ?

## CHAPRON : SURSIS POUR UN ASSASSINAT

suite de la une



### LES FAITS

Au cours de la nuit du 22 au 23 janvier 75, lors d'une manœuvre pour faire avancer une rame de wagons au chargement, Roland Guillaume est écrasé entre deux tampons de wagons.

Ouvrier intérimaire, invalide à 67 % Roland Guillaume travaillait pour la première fois à ce poste. L'endroit de l'accident était insuffisamment éclairé. Depuis des travaux ont été effectués sur les lieux de l'accident.

Ce n'est pas le premier accident à l'usine HGD, filiale des Houillères, de Vendin le Vieil près de Lens.

Le 30 août 70, un ingénieur et deux ouvriers sont intoxiqués à la suite d'une fuite de chlore sur un réservoir.

27 janvier 71, explosion d'un réacteur d'HPPM, destruction partielle du bâtiment.

le 3 septembre 73, un ouvrier est intoxiqué par le chlore,

le 3 décembre 74, 2 ouvriers sont brûlés par du phénol,

le 11 avril 75, explosion d'un réacteur de résine : 6 blessés.

Lundi 29 septembre 75, le monde patronal est frappé de stupeur. L'un des siens, Chapron, directeur de l'usine H.G.D. est incarcéré par le juge d'instruction Charette. Et incarcéré pour quoi ? Pour un accident mortel dans son entreprise. Et si tous les patrons des entreprises où il y a des accidents mortels étaient incarcérés, le congrès du CNPF devrait se tenir à la prison de la Santé.

Pour la première fois un patron se retrouvait en prison préventive, inculpé d'homicide involontaire. Aussitôt ce fut le tollé des collègues de Chapron, les cadres de l'usine se mettent en grève, des députés de la coalition gouvernementale protestent. Lecanuet en tant que ministre de la justice bourgeoise intervient et accuse le juge Charette : «Je n'accepte pas qu'un magistrat qui a un rôle éminent... celui de rendre la justice, fasse passer ses conceptions syndicales particulières avant son rôle et son devoir d'impartialité». Des menaces de sanction pèsent sur Charette, c'est sans doute la mobilisation immédiate

du syndicat de la magistrature qui fit renoncer Lecanuet à ses intentions.

Toutes ces pressions, la grève des cadres qui lock-outent les ouvriers de HGD, les manifestations des cadres et des patrons organisées à Béthune aboutissent à la libération de Chapron après trois jours de détention. Dans l'affaire, la presse présente le directeur comme une victime et oublie totalement la véritable victime Roland Guillaume.

Après l'affaire Chapron, deux autres patrons ont été incarcérés, ce qui déclencha la fureur de la bourgeoisie. Certains députés menacent même de demander l'interdiction du Syndicat de la Magistrature.

Si un certain nombre de juges refusent de fermer les yeux sur les crimes des patrons et appliquent les moyens légaux dont ils disposent pour lutter contre les accidents du travail, il faut y voir l'effet des luttes des travailleurs sur la sécurité. De plus en plus nombreux, les ouvriers refusent de monnayer leur vie que ce soit à

Usinor Dunkerque, à Liévin et récemment à Clérieux, les ouvriers se mettent en lutte pour exiger des conditions de sécurité suffisantes.

Ils exigent la vérité sur les accidents du travail et le châtiement des coupables, les patrons qui font passer le profit avant tout.

## COMMUNIQUÉ

La Coordination régionale de Bretagne des Comités Anti-Répression, réunie le 21 mai rappelle ses objectifs :

- La libération immédiate de Romain LE GAL et de tous les prisonniers politiques,
- la levée de toutes les inculpations,
- la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat.

Elle invite tous les Comités anti-répression déjà formés ou en voie de formation à une réunion de la coordination :

SAMEDI 29 MAI - 14 h 30  
Cité Allendé à LORIENT

pour envisager de nouvelles actions.

# LUTTES OUVRIERES



## C.F.D.T. suite de la une

Mais quel tremplin ! Bien clarifier et amplifier par rapport au 36ème congrès de Nantes, il faut se féliciter de ces 30 % de voix pour les pratiques d'assemblées souveraines des travailleurs ou ces 26,30 % pour un développement des luttes d'ensemble qui posaient enfin des problèmes longtemps ressentis dans les syndicats. Et surtout il faut souligner certains succès remportés dans une salle pourtant très marquée par le poids des orientations réformistes (avec les paquets de mandats aux mains des syndicats de métaux de Lorraine ou des pays de Loire inféodés aux courants les plus « unions de la gauche » de la centrale) :

- pour une conception d'union des forces populaires dégagées du pro-

gramme commun ou la classe ouvrière ait le rôle dirigeant (amendement métaux Lyon 7<sup>o</sup>) 28,22 %

- contre la soumission de l'action des masses à une action gouvernementale de la gauche : 27,28 %

- contre l'accord du 26 juin 1974 : 23,36 %

Seuls deux amendements ont été « minorisés » : l'un sur l'armée (18,8%), déphasés dans ce congrès et l'autre sur le rôle de section syndicale d'entreprise, contrée par plus de 50 syndicats très hostiles à l'abandon du rôle des syndicats et qui, bénéficiant de l'absence de débat réel préalable sur ce thème crucial de la pratique syndicale d'entreprise... Par ailleurs, sur deux sujets (« hégémonie de la classe ouvrière », « et, refus de la restructuration du mouve-

ment syndical mondial souhaité par la direction confédérale sortante), le courant Rhône Alpes (qui est en train de se clarifier et peut être de se scinder...) et, un certain nombre de syndicats d'orientation révolutionnaires, se sont ponctuellement retrouvés (plus de 40% à chaque fois) pour contrer les positions les plus ostensiblement social-démocrates dans le congrès...

Non, décidément, la « normalisation » souhaitée par les gens de l'union de la gauche n'est pas acquise : l'horizon 79 (38<sup>e</sup> congrès) s'annonce chargé de questions et plein d'espoir d'une perspective révolutionnaire qui est en train de s'ébaucher à partir d'Annecy !

stéphane RAYNAL

## MINEURS DU NORD

suite de la une

Au changement de poste de douze heures, au puits 4 de Lens, une cinquantaine de mineurs (en majorité des Nord-Africains) sont là. Il y a un certain scepticisme sur la poursuite du mouvement, des interrogations. La discussion s'engage pourtant avec les quelques non grévistes qui sortent. L'un d'eux faisant allusion à la lutte de Sallaumines lance : « Ce n'est pas pour nous, cette grève ! - mais si c'est pour nous, lui répond un autre, on a

des revendications nous aussi, la sécurité et l'hygiène par exemple ».

Sur la forme de lutte, les questions sont nombreuses : « C'est pas des grèves de deux jours qu'il faut aujourd'hui,

- c'est vrai, reconnaît un autre, on devrait faire quelque chose dans tout le nord et pas seulement les mineurs mais tous les ouvriers ». Le premier répond : « Ça viendra ! ça ne va pas tarder ».

Le « moment d'en découdre », les mineurs l'attendent en effet. La massive participation au mouvement de 48 heures en témoigne. Mais il faut des perspectives claires ! Il faut définir des objectifs mobilisateurs pour l'ensemble du bassin minier, faute de quoi, de l'avis général, la grande bataille que veulent les mineurs (on commence à parler de la grande lutte de 63) aura du mal à s'engager.

Julien LEBLOND

## 37ème CONGRES DE LA CFDT

### INTERVENTION DU SYNDICAT DES METAUX - LYON 7ème

Nous intervenons sur l'union des forces populaires. Nous sommes opposés à la définition qu'on donne dans le rapport. Pourquoi ? Parce que nous voyons un renforcement des liens entre notre organisation syndicale et les partis de l'union de la gauche. Bien sûr, dans le rapport, des précautions ont été prises. On rappelle que la CFDT n'a pas signé et ne signera pas le programme commun. On rappelle qu'elle restera indépendante en cas de victoire électorale des partis de la gauche. Mais, l'opération des « assises du socialisme », véritable offre publique d'achat du PS sur notre organisation par exemple, nous a amené à être très vigilant. L'Union des forces populaires telle qu'elle est définie, risque fort d'être une union d'état-major avec les partenaires du programme commun.

Ainsi, dans le rapport, l'accent est mis sur l'unité d'action avec la CGT. Il est dit que l'union des forces populaires passe par le renforcement de cette unité d'action. Mais chacun sait ici quelle sera l'attitude de la CGT pendant la période électorale et dans l'hypothèse des partis de gauche au gouvernement. Le PCF dans toute cette période, cherchera à orienter l'action de la CGT pour la victoire électorale de 78 et le renforcement de ce parti dans l'union de la gauche.

En clair, ce sera le frein aux luttes des travailleurs, leurs revendications ramenées à un niveau dit crédible et négociable et se trouvant dans le programme commun. Oui, il faut œuvrer dans le sens de l'unité d'action avec la CGT, mais précisons bien les bases. Ne pas dénoncer cet aspect de la politique de la CGT et prôner l'unité d'action avec elle comme moyen de réaliser l'union des forces populaires, n'est-ce pas devenir la 5ème roue inavouée du programme commun ? (voir article 231 de la résolution). Dans le rapport, on parle de reven-

dications négociables. Dans cette période, les revendications de la CFDT doivent être celles que définissent les travailleurs et surtout dans leurs luttes. Aucun filtre électoral ne doit intervenir dans la période électorale.

En aucun cas, la CFDT ne saurait se lier avec un gouvernement social-démocrate capitaliste, tel que l'Allemagne le pratique par exemple, ni avec un capitalisme d'Etat tel que le voudrait le P(C)F. Le socialisme ce n'est pas la prise de pouvoir électoral par une majorité de gauche. Le socialisme ne peut s'inscrire que dans le prolongement des luttes d'aujourd'hui.

Or quelle a été l'attitude des partis du programme commun dans les dernières luttes ? Les revendications sur lesquelles des millions de travailleurs luttent : augmentation uniforme, pas de licenciements, embauche sur place, contre les cadences, sont elles reprises par le programme commun ? Enfin quand la CFDT a été attaquée sous le prétexte de l'armée, où était l'union des forces populaires ? Où était le PCF et la CGT ? Où était le Parti Socialiste ?

Nos perspectives ce n'est pas d'abord et avant tout dans la défense l'extension des luttes, leur coordination, leur popularisation ; notre stratégie, nous devons l'établir à partir des idées de contestation du capitalisme en crise, les idées de la nouvelle société à construire qui sont présentes dans les luttes et leurs revendications.

Pour nous, l'accès au socialisme exige de changer complètement et rapidement l'économie capitaliste et l'appareil d'état. Changement de l'entreprise, de l'armée, de l'administration, l'enseignement, etc... jusqu'aux mass média et les masses populaires se dotant d'organismes contrôlés par elles, et pour servir leurs intérêts. Oui, la CFDT doit

être indépendante des partis du programme commun, et précisément dans la période qui s'ouvre. Oui, en cas de victoire électorale des partis de gauche, la CFDT doit encore plus renforcer son indépendance et sa force de contestation malgré les pressions qu'elle subira. Oui aujourd'hui, face à la crise capitaliste, face à l'offensive de répression de la bourgeoisie contre les travailleurs, il faut développer les luttes et les étendre pour un mouvement d'ensemble autonome des perspectives électorales. Sur cette base, il faut développer l'unité d'action syndicale.

**LES PRIX REPAR- TIENT :** C'est maintenant confirmé officiellement : les prix ont augmenté de 0,9% en avril, ce qui fait 3,6% pour les quatre premiers mois de l'année, soit un rythme annuel de près de 11%. Bel échec, une fois encore du gouvernement.

Pendant le même temps, on annonce que les hausses de loyer (logements, de la loi de 1948) vont s'échelonnner entre 7,5% et 13%, à partir du début juin.

**LA CARTE ORANGE À L'ANNÉE :** La RATP lance la carte orange à l'année : les prix seront de 432F à 1080F, selon le nombre de zones. Par cette nouvelle carte, la RATP espère à la fois recueillir les fonds d'avance (avec l'intérêt que cela représente s'ils sont placés) et régulariser ses recettes.

**ECOLES MATERNELLES :** Selon une décision du ministre de l'éducation nationale, le seuil d'ouverture d'une classe maternelle sera désormais de 35 au lieu de 50 élèves actuellement. Soit ce ne sera pas appliqué, soit les enfants ne seront pas acceptés en dessous de 4 ans ou 5 ans.

Témoignage d'un étudiant en médecine de l'hôpital Paul Brousse : « L'hôpital, c'est le chômage et le profit ».

« Hier, je suis allé au bureau du personnel pour demander si l'administration embauchait des infirmiers pour les vacances. On m'a répondu qu'il était trop tard et qu'il n'y avait plus d'embauche. (Ils n'ont embauché que des agents hospitaliers).

D'un autre côté, j'ai appris que tout au moins dans un service, ils prenaient tout le mois de juillet, des étudiants en médecine comme « infirmier en formation » (stage infirmier) non payé. Voilà les faits.

On résorbe, paraît-il, le chômage en faisant faire des stages non payés à des étudiants, et en « diminuant », en fait en augmentant le travail des infirmières en leur donnant pendant les vacances des gens à former. En plus, on leur dira « Voyez, nous faisons le front commun étudiant-infirmier que vous demandez » !!!

## TRANSPORTS FTD (St DENIS) : LA SECTION SYNDICALE CGT DEVANT LE TRIBUNAL

Les travailleurs de l'entreprise de transport FTD (Messageries), à St Denis, dans la région parisienne, sont en lutte depuis lundi. L'entreprise comprend environ 450 travailleurs (chauffeurs, atelier mécanique, etc). En plus des messageries, FTD travaille dans la « location sans chauffeur ».

Ici, les ouvriers travaillent 50 heures par semaine, les chauffeurs, eux, font des semaines de 48 heures.

Quelles sont leurs revendications ? Les travailleurs réclament la révision de la grille des salaires, le 13<sup>e</sup> mois, un congé supplémentaire pour les femmes enceintes, des congés pour pouvoir garder les enfants malades, et un jour de congé supplémentaire par semaine. « Depuis toujours, nous dira un délégué, nous n'avons qu'un jour de repos par semaine, le dimanche ».

Ici on discute aussi d'autres revendications comme la réduction des horaires de travail sans perte de salaire, l'augmentation de la paye.

Face à la lutte, la direction fait la sourde oreille. « La direction nous dit qu'on a des revendications qui ne se rapportent pas au travail qu'on fait ! Comme pour le 13<sup>e</sup> mois, ils ne comprennent pas comment cela peut nous intéresser !!! nous dira un délégué CGT.

Mais cela n'a pas fait faiblir le mouvement, bien au contraire, et l'occupation continue. Alors, la direction réprime, croyant par ce moyen faire plier les travailleurs. La totalité des délégués CGT sont appelés à comparaître devant le tribunal de grande instance de Bobigny, lundi à 10 h 00.

Les motifs ? « Entrave à la liberté de travail ». Contre cette atteinte au droit de grève, les travailleurs de l'entreprise se rendront massivement au tribunal soutenir leurs délégués. D'autres travailleurs d'entreprises de transport (Danze...) sont en lutte à St Denis. Eux, aussi, viendront soutenir leurs camarades ! Halte à la répression ! Satisfaction des revendications !

# LUTTES OUVRIÈRES

## non a la dictature de THOMSON

### Bourgogne Electronique SOUTIEN AUX 23

Mercredi un débrayage de soutien aux 23 a eu lieu au niveau de toute la Thomson : sur B.E., 150 personnes seulement. Mais de bonnes discussions SOCAPEX à Suresnes, débrayage d'une heure, G 2 (Gennevilliers) une heure, Levallois une heure, Malakoff débrayage mardi, Vélizy une pétition commune est signée, G 1 (Gennevilliers), débrayage mardi et à Guillemer, et à la SESCOSEM. A Brest, 6 à 700 personnes ont fait grève. Des débrayages ont également eu lieu à Levallois et Laval.

#### Lille

Le gala de soutien à la lutte de Bourgogne Electronique (Dijon) s'est déroulé mercredi soir à Lille au cinéma Arc en Ciel avec une centaine de personnes, dans une ambiance attentive et chaleureuse.

Une ouvrière de Lille présentait le comité de soutien, remettait à la délégation de BE 500 signatures de pétition et le soutien de six sections syndicales de Lille.

Puis les ouvrières de BE retracèrent les différentes étapes de leur lutte, et répondant à des questions, elles précisèrent les formes de mobilisation pendant la grève (Assemblée Générale, comité de grève), l'attitude des partis de gauche (soutien nul)...

Les interventions d'une délégation de Motte Bossut (Leers) en grève depuis le 13 mai et d'un délégué mineur de la fosse 5 de Sallaumines (en grève contre le lock-out du 13 mai) convergeaient pour montrer que toutes les luttes aujourd'hui subissent la répression, et que c'est ensemble qu'il faut lutter pour la défense du droit de grève.

#### Nancy

Suite à l'appel au soutien des 23 licenciés, un comité anti-répression se constitue à Nancy, avec comme première tâche, le soutien aux travailleurs licenciés de Bourgogne Electronique. Le tract d'appel au soutien des 23 a été diffusé à l'entrée de plusieurs boîtes de Nancy en même temps que circule une pétition exigeant la réintégration des licenciés. Aujourd'hui, tous les faits de répression (à Bourgogne Electronique, dans les foyers Sonacotra à Epinal, à Montredon, à Caron Ozanne) sont autant d'atteintes aux libertés syndicales, au droit de manifester, de faire grève. Le but du pouvoir c'est de briser les luttes. Pour cela, il mise sur l'isolement de chaque conflit. Il est donc nécessaire de briser cet isolement en construisant l'unité populaire pour lutter contre la répression et populariser les luttes. C'est sur cette base que doit se constituer le comité anti-répression de Nancy. Réunion mardi 1<sup>er</sup> juin à 20 h 30, au bar l'Exelsior en face de la gare à Nancy.

### SESCOSEM Grenoble

La direction de la Sescosem (filiale de Thomson-CSF) voudrait supprimer ce qu'elle appelle «les absences sauvages». Une note de service annonçant une enquête sur les motifs d'absence était placardée dernièrement à l'usine de St Egrève.

Dès que la note fut affichée, les ouvrières commencèrent à protester : «Les arrêts de travail, ce sont les cadences, les mauvaises conditions de travail, les horaires qu'on nous impose...».

Un matin, à l'appel de la section CFDT, les ouvrières débrayaient et se rassemblaient devant le local syndical. Beaucoup pensaient : «Cette fois, c'en est trop ! On ne peut pas se laisser imposer cette atteinte à la liberté de se soigner !» C'est toutes ensemble qu'elles sont allées demander des comptes à la direction. Celle-ci, apeurée par la détermination des grévistes, a du reculer après avoir essayé (sans succès), de démobiliser les filles en les envoyant de bureaux en bureaux. Cette note n'a, paraît-il, pas d'autre objet (pour l'instant) que «de recueillir des renseignements pendant une période de trois mois, pour que la direction soit informée sur le problème de l'absentéisme».

L'assistante sociale, contactée par les grévistes du poste de l'après-midi déclara : «Je n'ai pas eu connaissance de cette note. Je regrette que la direction l'ait publiée car elle me gênera dans mon travail». Quant au médecin de l'usine, elle affirma : «Ne pas être concer-

née par cette note et ne pas avoir l'intention, même si la direction le lui demande, de dévoiler le secret professionnel». Pourtant, elles ont refusé de confirmer leurs positions par écrit comme elles s'y étaient engagées. Y aurait-il eu des pressions de la direction ?

Après ce premier succès la vigilance s'impose. Dans trois mois, nul doute que la direction va à nouveau essayer de reprendre son système.

Les remèdes aux arrêts de travail, les ouvrières en proposent : réduction du temps de travail, horaires de travail corrects, réduction des cadences... D'ores et déjà, les filles de la Sescosem refusent de se soumettre à l'enquête de la direction et ne feront que deux réponses : aux chefs pour un bon de sortie ou une absence d'une journée : motif personnel ! Au médecin : prenez contact avec mon médecin traitant !

Corr. Sescosem

### GREVE VICTORIEUSE A LEON GROSSE A LYON

Les 40 travailleurs du chantier Léon Grosse à Lyon ont gagné après dix jours de grève. La semaine dernière, le chantier de Tassin-la-demi-lune était rejoint dans la grève par celui du tri postal à Perrache. Cette unité a fait reculer le patron qui a finalement dû céder. Les travailleurs ont obtenu : 10% d'augmentation sur le salaire horaire, les reclassifications, une autorisation de deux mois d'absence annuelle pour les congés des travailleurs immigrés et la revalorisation des primes de panier et d'outillage.

### CALUIRE-LEGUMES TOUJOURS EN GREVE

Avant-hier matin, les grévistes de Caluire-légumes sont rassemblés devant les bungalow, des bungalow de dix mètres carré où ils dorment à quatre. Avec des camarades français de la CFDT, ils préparent des panneaux sur lesquels ils expliquent quelles sont leurs revendications de travail et de logement. A midi, avec ces panneaux, ils se dirigeront vers un restaurant d'entreprise.

C'est pour faire savoir dans les champs. Comme que notre grève continue, c'est devenu une habitude chez les patrons, il explique pour appeler les travailleurs à la solidarité afin de ne pas rester isolés. Il explique un des ouvriers agricoles. Des gens nombreux, des travailleurs sont venus les soutenir à commencer par ceux qui habitent le foyer Sonacotra, à quelques centaines de mètres des bungalow. Malgré les menaces des patrons, qui mercredi disaient aux grévistes «je suis allé au consulat, si vous continuez, vous retournerez dans votre pays» seuls quelques Turcs travaillent et le persil commence à jaunir en grève. Corresp. Lyon

## SMN : Après la grève des hauts-fourneaux PREMIERS ELEMENTS DE BILAN

Après dix jours de lutte, malgré le caractère important de cette grève (le premier conflit dans la sidérurgie après la soi-disant reprise) les gars des Hauts-Fourneaux estiment avoir repris sur des miettes, s'être faits «blouser».

Lundi 17 mai, les fondeurs avaient une réunion à 14 heures avec les délégués pour discuter des propositions de la direction. Nous avons convenu avec eux de les attendre à la sortie du réfectoire pour faire un premier article au Quotidien pour préciser la situation. Les gars descendent en petits groupes, l'air soit révolté, soit écœuré. Deux autres gars se joignent à nous et la discussion s'engage dans un café proche.

Un point très positif, c'est qu'il y a eu une grande unité dans cette lutte entre Français et immigrés. Depuis la reprise du boulot, la direction a mis des travailleurs hors classe dans le but de les diviser. Mais les fondeurs en sont bien conscients ; c'est pour cela qu'ils veulent continuer la lutte afin d'obtenir leurs revendications : 5<sup>e</sup> équipe et les classifications. La grève a été suivie à 90 % tout au long des dix jours. Le meeting du 4 mai a encouragé les grévistes pour la poursuite de la lutte pour les revendications générales.

La direction a utilisé tous les moyens pour faire reprendre le travail aux fondeurs. (Lock-out des autres services pour les retourner contre les grévistes). En plus, elle a essayé de tromper les grévistes en faisant croire que pour ceux qui seraient hors classe, il y aurait une porte ouverte

vers les échelons supérieurs. (Hors classe veut dire qu'un travailleur est arrivé à la fin de son échelon, par exemple P 1, on le met hors classe, en lui faisant croire que cela pourrait être un échelon intermédiaire vers la classification supérieure, par exemple P 2). En fait, c'est faux : les 3/4 des ouvriers qui ont été mis hors classe ne pourront plus progresser.

Un autre sujet de révolte, c'est la campagne des journaux régionaux sur les salaires. D'après ces messieurs, un haut-fourneux gagne entre 3 200 et 3 800 F par mois. La feuille de paie ci-contre prouve le contraire. Ils oublient de parler des jours de chômage partiel que la direction a imposés comme récompense du travail des fon-

deurs qui ont eu une fin d'année avec une surcharge de travail, à cause des incidents du Haut-Fourneau N° 3. A noter aussi le mépris de la direction envers les ouvriers qui déclare : «Un fondeur n'est qu'un ouvrier non qualifié avec une pelle».

Mais de nombreuses questions restent à approfondir, et nous nous sommes fixé, avec les gars, de mener à présent un bilan plus précis : pourquoi un échec ? Comment rassembler les conditions nécessaires à la victoire ? Ainsi que la question de l'unité entre les services, et la lutte dans les syndicats. Les gars projettent également de faire un article sur leurs conditions de travail aux Hauts-Fourneaux.

Cellule SMN du PCR



Puis «le Prato» donnait en soutien à BE, une représentation très vivante de sa pièce, «Maigret, Messie, mais non», qui dénonce certains aspects de la répression de la bourgeoisie.

Une soirée qui «fait chaud au cœur» disaient les ouvrières de BE, et qui doit permettre le développement du soutien sur la région.

Tous les travailleurs, syndicalistes, tous ceux qui veulent participer au comité de soutien se réunissent jeudi 3 juin à 20 heures, 12 rue Molière à Lille.

Comité de soutien de Lille pour la réintégration des 23 licenciés de BE, pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales

Adresse provisoire : Librairie populaire, 40 rue Jules Guesde, Wezemmes Lille - tél. 57.53.52

Société Métallurgique de Normandie	
34190 MONDEVILLE	
N° S.I.R.L.T. 552 053 246 C/020	
Code A.P.E. 1001 - URSSAF CALVADOS	
SALAIRE PRINCIPAL MENSUALISE 1	
SE FONDEUR OSI FIXE MENSUEL	
ANCIENNETE 4,00% ANS	
TOTAL SALAI	
Total des heures	159/30
BRUT IMPOSABLE	21802
TOTAL	28227
- Cotisations déductibles	
- Retenues diverses	
+ Sommes laissées à disposition	
+ Nouvel appoint	
NET A PAYER	304029
PANTER	28194
PANTER	2970
PANTER	026
PANTER	061
PANTER	272900

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## FÊTÉES UN JOUR...

Ces derniers jours, la campagne publicitaire sur le thème de la fête des mères, a atteint des sommets. Le prix des fleurs aussi... Tous les trusts, Moulinex le «libérateur des femmes» en tête, se découvrent une tendresse sans bornes pour les mères de familles. Les mêmes trusts, au même moment, accablent les cadences sur leurs chaînes, poussant à l'épuisement des milliers... de mères de famille en particulier.

Que la fête des mères soit une gigantesque foire commerciale, soit l'occasion, au même titre que Noël, de formidables profits, est une évidence largement ressentie. Une de ces énormes hypocrisies qui donnent la nausée quand on pense aux petits sous que des millions de gamins ont mis de côté pour leur mère.

On ne peut pourtant la réduire à cela. Une ouvrière licenciée de son entreprise après une grève, nous disait : «Il y en a qui veulent supprimer la fête des mères, en disant que c'est une façon de faire oublier aux femmes du peuple toutes ces doubles journées qui les épuisent. Bien sûr, c'est vrai. Mais quand on sait le bonheur que ça représente, pour les mères de famille, leur fête, le sacrifice qu'ont fait les enfants, souvent en cachette, on voit les choses différemment. Par exemple, ça me fait vraiment de la peine de ne pas être avec ma mère ce dimanche, de ne pas avoir de quoi lui acheter un cadeau. Mais si je n'y suis pas, ce n'est pas que je ne m'intéresse pas à la famille, c'est que j'ai choisi, en étant militante syndicale, de me battre pour une autre société, pour qu'on ne

connaisse plus justement ce qu'a connu ma mère, ces journées qui commencent à 5 h du matin à la maison avant d'aller à l'usine, et qui se finissent encore par les travaux de la maison...»

C'est tout cela, la fête des mères. Instituée par Pétain pour enfoncer les femmes dans leur rôle de machines à élever les enfants, pour préserver le cadre de la famille bourgeoise, c'est devenu, en même temps que cette foire commerciale écoeurante, une fête populaire, un de ces moments où l'on peut croire à de véritables rapports familiaux. Les luttes de ces dernières années, la démagogie même de la bourgeoisie lors de «l'année de la femme», ont montré que les femmes, et tout particulièrement les femmes de la classe ouvrière n'acceptent plus leur situation et conquièrent leur avenir par leur participation active dans la lutte de classes. C'est la voie la plus sûre, vers cette autre société, à laquelle on se prend à rêver, le jour de la fête des mères...

## A toutes les sauces...

Lu dans un tract édité par l'Union des syndicats CGT Paris : «En vous souhaitant «bonne fête maman», la CGT vous invite à agir et à renforcer ses rangs... C'est aussi le moyen pour assurer la réalisation à vivre heureuse dans une société plus juste et plus humaine, que prévoit l'application du programme commun de la gauche». Les manifestantes qui se sont fait violemment agresser le premier mai par le service d'ordre CGT aux cris de «Union, action, programme commun», vont apprécier !

On lit aussi dans ce tract une publicité pour le «mensuel féminin» de la CGT, avec cet argument choc : «Antoinette fait connaître les campagnes de la CGT, en traduisant au féminin leurs raisons d'y participer». Seraient-ce que pour les rédacteurs de ce tract les femmes sont décidément si ignorantes qu'il faut tout leur «traduire», ou que les campagnes de la CGT les concernent aussi peu ?

## BAVURES AU PROCES SIMEONI

Les journées de mercredi et de vendredi ont été marquées par plusieurs révélations et incidents. Mercredi matin, à l'occasion de la suite de l'audition du sous-préfet Guérin à lieu la première bavure. Alors que le bâtonnier Filippi demandait pourquoi trois escadrons de garde-mobiles, autant de CRS, quatre engins blindés, huit hélicoptères Puma étaient nécessaires contre une occupation de ferme, l'avocat général trahit ouvertement sa pensée et s'exclame : «Occupée par un mouvement autonomiste !». C'était l'aveu que ce n'était pas une atteinte à l'ordre public qui est sanctionnée, mais bien un délit d'opinion. La satisfaction était générale dans les rangs de la défense.

La suite de l'audition permet d'établir «la pagaille» qui régnait autour de la ferme et d'entendre les «regrets» du sous-préfet, «qui n'a pas été

mis au courant de la libération des otages» : «J'aurais pu profiter de ce signe pour rouvrir les négociations».

**Jeudi après-midi, trois mille Corses ont assisté à un meeting de l'APC à Catarragio près d'Aléria. Ils ont acclamé entre autres, la déclaration d'Ange Marie Renucci : «Si une condamnation devait être prononcée, le peuple Corse ne saurait l'accepter !»**

La séance de vendredi a été marquée par un violent incident, déclenché par le colonel Bouvet, responsable des opérations sur le terrain. Pour lui, les Corses sont racistes ! : «Là-bas, les Arabes ne sont pas traités comme ils le doivent !». Siméoni,

## NICE

### CRIME CONTRE UN JEUNE SES CAMARADES SE MOBILISENT

Chaque jour, une certaine catégorie de journaux remplit ses colonnes de faits d'agression dans lesquels sont impliqués les jeunes, gonflant les faits, entretenant la haine contre les jeunes. Poniatoski lui-même appelle à la répression en parlant de certaines catégories de population particulièrement délinquantes. C'est cette intoxication anti jeunes dont a failli être victime un jeune de Nice. Cela doit être une de nos tâches que de riposter au racisme anti-jeunes développé par le gouvernement et la presse pourrie, car elle divise le peuple.

Les jeunes de Nice dont nous relatons l'expérience ont su combattre de façon appropriée ces tentatives de division en œuvrant pour l'unité des travailleurs jeunes et adultes.

Dimanche dernier à 4 h 30 du matin, les derniers jeunes sortent de la maison de quartier du Vallon des Fleurs. Un coup de feu claque, Philippe 17 ans, apprenti maçon, s'écroule grièvement blessé. C'est une femme de 66 ans qui a tiré à bout portant sous le faux prétexte de bruit. Aujourd'hui, un mouvement de solidarité entre jeunes et adultes s'est créé et certains cherchent à organi-

ser une riposte. Le Vallon des Fleurs est le seul quartier de Nice où existe une maison de quartier entièrement prise en mains par les jeunes eux-mêmes. Sans animateur, ils arrivent à la faire «tourner» et à l'entretenir. Sentant confusément qu'un fossé pouvait se créer entre les jeunes et les habitants, ils ont pris des initiatives pour lutter contre. Par exemple, ils ont organisé des «bals à papa» au lieu de «boums» uniquement pour jeunes. Tous les mois ils invitaient les familles à venir discuter avec eux...

Déjà il y a trois mois, l'ancien propriétaire du terrain où sont construits les HLM avait tiré en plein

jour sur un jeune le rendant aveugle. Il fut relâché quelques heures après par la police, aucune riposte n'ayant été organisée sur le quartier. Peu après, une pétition circula dans le quartier contre le bruit fait par les jeunes. Personne ne sait qui est à l'origine de cette pétition ni quel en est véritablement son contenu. L'office des HLM où elle a atterri en a profité pour faire des pressions en menaçant de fermer la maison. Des jeunes ont riposté en demandant que la pétition soit rendue publique et que l'ensemble du quartier, en particulier les signataires, viennent discuter avec eux pour résoudre les problèmes. A l'issue de cette réunion, deux décisions furent prises : ne plus circuler en mobylette dans la cité et de continuer à faire que la Maison du Vallon ne soit pas uniquement une maison de jeunes, mais un lieu où tous les gens du quartier ont leur place et peuvent s'y retrouver. Le compte-rendu de cette réunion fut distribué à tous les habitants de la cité. Depuis les engagements pris avaient été respectés. Mais malgré ce début d'unité, Philippe a été grièvement blessé. La femme qui a tiré, ancienne colonialiste, qui se vante d'avoir dîné

avec Chirac, qui organise des réunions UDR chez elle, est donc particulièrement mobilisée contre les jeunes. De plus elle se sentait assurée de l'impunité vu la façon dont la police et la justice avaient réagi à la première agression. Effectivement, la police n'a même pas cherché à mener d'enquête, elle a dit aux jeunes de la mener eux-mêmes. Ceux-ci se sont organisés et ont rapidement découvert la coupable. Comme la première fois, la police l'a relâchée au bout de quelques heures, accusée seulement de coups et blessures. Au cours d'une réunion, tout le monde a manifesté sa révolte contre cette «justice» et tous ces faits ont resserré les liens entre les gens du quartier (jeunes et adultes). Déjà une collecte a été organisée pour aider la mère de Philippe qui fait des ménages pour élever ses trois enfants. Mais la riposte engagée a surtout pour but de faire agrandir la maison et d'en faire construire une nouvelle. Comment continuer la lutte, il y a aujourd'hui un débat sur cette question : faut-il lutter pour obtenir des avantages pour la maison ou la riposte doit-elle aller plus loin et s'attaquer aux causes des agressions ?

Correspondant Nice

## TAXES SUR LES PÊCHEURS

Après les sept tonnes de poissons morts dans la Seine, il fallait agir. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'Environnement est un homme d'action, il a agi avec promptitude pour sauver les poissons de nos rivières.

Considérant que la principale cause du dépeuplement des cours d'eau est l'activité des pêcheurs amateurs, Granet a décidé de sévir. Il va proposer un projet de loi limitant le nombre des captures par les pêcheurs, interdisant aux pêcheurs amateurs de revendre le produit de leur pêche et une taxe sur les

captures. Tout pêcheur devra avoir sa carte d'affiliation à une association.

Granet n'a oublié qu'une chose dans son projet de loi, la réglementation des rejets des usines dans les rivières. Il est vrai qu'il existe déjà des textes de lois, mais ils ne sont pas appliqués. Il est plus facile de mettre des amendes aux pêcheurs amateurs qu'aux industriels pollueurs. Les pêcheurs qui sont les premières victimes de la pollution des rivières feront ainsi en plus les frais de la taxation de Granet.

**DE BOUCHON EN BOUCHON : Galley, ministre de l'équipement, vient de présider à l'inauguration d'un second tunnel de St Cloud, qui termine l'autoroute de l'ouest. Mais, si le tunnel a été doublé, rien de neuf n'a été fait à la sortie des deux tunnels. Ce qui fait que le bouchon sera repoussé, hors des tunnels. Pas gêné, Galley a déclaré qu'il préférerait qu'il y ait un bouchon dans le bois de Boulogne que sous le tunnel...**

**LES CONSÉQUENCES DE LA GAUCHE AU POUVOIR : Les conséquences de l'arrivée de la gauche au pouvoir continuent de passionner le petit monde de la politique bourgeoise : Françoise Giroud, qui, on se le rappelle, avait voté Mitterrand, vient de déclarer que le chef de l'Etat devra choisir un premier ministre de gauche. C'est ce qu'a aussi répété Mitterrand dans une interview à RTL. En somme, rien de bien nouveau.**

**SIMONNOT INCULPÉ : Philippe Simonnot, le journaliste du Monde, qui vient d'être licencié, a été inculpé de vol de documents. Rappelons qu'il a publié des informations concernant la fusion ERAP-Pétroles d'Aquitaine et la transformation de la société nationale en société privée. Encore une fois, la liberté du journaliste en régime capitaliste est bien illustrée.**

**CONGRÈS DE L'UNEF (PCF) À TOULOUSE : Le congrès de l'UNEF (PCF) s'est ouvert jeudi à Toulouse. «Miracle d'ordre et d'organisation», c'est ce qu'écrit «Le Monde» à propos du congrès de l'organisation étudiante du PCF.**

**Ce n'est certes pas la volonté révolutionnaire qui animait ces débats-là en effet. Alors que ce «syndicat» avait systématiquement saboté la lutte des étudiants. Par ailleurs, la minorité des étudiants CERES a joué son rôle d'aiguillon de la majorité PCF. Rien de bon ne peut sortir de ces travaux pour les étudiants.**

# INTERNATIONAL

## CNUCED : VERS UN ECHEC ?

suite de la une

### DIVISION AU SEIN DES PAYS OCCIDENTAUX

Les Etats Unis ont opposé à la proposition des pays du Tiers Monde, la « banque internationale des ressources », refusant ainsi le financement d'un fond pour les stocks de matières premières. Ils refusaient du même coup de négocier l'ensemble du problème des matières premières, n'acceptant de négocier que produit par produit. Cette banque doit par ailleurs garantir les investissements des trusts dans le Tiers Monde.

L'échec éventuel de la quatrième CNUCED tient à ce refus américain. Mais cette conférence a fait apparaître un élément nouveau extrêmement important : alors que les pays du Tiers Monde dans leur ensemble étaient unifiés sur leurs revendications et les propositions sur l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, il n'en était pas de même des pays impérialistes.

16 pays du Tiers Monde avaient proposé de contribuer au fond de financement des stocks de matières premières. Cette proposition a jeté le désarroi parmi les pays occidentaux.

Toutes les dernières journées ont été occupées à des tractations entre eux pour tenter de définir une position commune. Les USA, le Japon et la RFA s'en tiennent à la proposition américaine. Mais les pays de la CEE sont profondément divisés : en dehors de la RFA, deux autres propositions se définissent, la position française d'une part qui s'oppose à la fois au projet américain de banque internationale des ressources et au projet du Tiers Monde de fond commun, d'une part et d'autre part la proposition hollandaise de rallier purement et simplement les propositions du Tiers Monde. La Hollande serait même prête à annoncer officiellement son intention de participer au fond commun.

Si la CNUCED se terminait sur un échec, cela remettrait bien sûr en cause le déroulement de la conférence Nord Sud.

Mais les pays occidentaux en feraient largement les frais, incapables de définir une position commune, face à un programme concret qui unit les pays du Tiers Monde.

G. CARRAT



## OPEP : LE GEL DU PRIX DU PETROLE EST RECONDUIT

A Bali s'est ouverte la conférence des pays de l'OPEP. L'un des points de discussion était une éventuelle hausse des prix du pétrole. Le gel décide en décembre 1974 est maintenu jusqu'en janvier 1977, terme fixé par les pays de l'OPEP au blocage des prix du pétrole.

L'OPEP a contribué à l'unité du Tiers Monde,

quand les Etats-Unis déployaient tous leurs efforts pour diviser pays producteurs de pétrole et pays non producteurs. Ces tentatives se sont heurtées non seulement à leur dénonciation par les pays pauvres, mais également aux actions concrètes engagées par les pays de l'OPEP pour aider les autres pays du Tiers Monde. C'est ainsi qu'un pays comme le

Pakistan, reçoit en aide des pays de l'OPEP plus qu'il ne dépense en achats de pétrole. En 1975, presque tous les pays de l'OPEP fournissaient plus de 0,70 % de leur budget au titre d'aide, tandis que les pays occidentaux en fournissaient 0,3%. Ce sont ces questions autant que la question des prix du pétrole qui sont au cœur de la réunion de Bali.

● URSS-ISRAËL : L'URSS a délivré plus de visas en direction d'Israël qu'au cours des années précédentes : au cours des quatre premiers mois de l'année 5 000 visas ont été délivrés. Pour toute l'année dernière, le nombre des visas s'est élevé à 13 000. En 1973, ils s'étaient élevés à 34 800 et à 20 200 en 74.

● SINGAPOUR : La police de Singapour a arrêté 50 personnes au cours d'une opération fondée sur la loi de sécurité interne, mise en application en janvier. Cette rafle vise selon la police des personnes accusées d'entretenir des relations avec la guérilla dirigée par les partis communistes thaïlandais et malais.

● SAHARA OCCIDENTAL : Après avoir été reçu par les responsables de l'Etat du Laos, le ministre de l'information sahraoui a été reçu par le président de l'Assemblée Nationale vietnamienne et d'autres responsables. « Ils nous ont réaffirmé le soutien de leur pays et nous ont annoncé que le Vietnam reconnaîtra prochainement la RASD », a déclaré Mohamed Salem, le ministre sahraoui.

## Portugal :

### OTELO DE CARVALHO CANDIDAT UN MYTHE ENCORE POPULAIRE



bre. Elle recevait, trotskystes mis à part, l'appui des groupes de l'extrême gauche. Des personnalités de l'ex « Mouvement Démocratique Populaire », proche du parti révisionniste, se prononçaient en sa faveur.

Contre la candidature Otelio, un important tir de barrage était par ailleurs déclenché. En particulier, en provenance du P(C)P. Celui-ci, rejeté par l'ensemble des autres partis bourgeois, (y compris le Parti Socialiste), qui soutiennent Eanes, le vainqueur du 25 novembre, a finalement dû se résigner à présenter son propre candidat : Octavio Pato.

La candidature de Carvalho risque de le mettre en difficulté. N'est-il pas le symbole

de cette « gauche militaire » populiste avec laquelle, pendant toute une période, le P(C)P a mené une politique d'alliance ambiguë ? C'est toute la période où Cunhal a collé d'aussi près que possible - pour un révisionniste - au mouvement populaire qui risque, à cette occasion, de lui coûter cher, au moment où il fait le choix (repoussé par le PS) de « l'union de la gauche » : combien de voix vont-elles ainsi lui échapper ? « Je suis très fier d'être le candidat à la présidence de la République des masses populaires », a déclaré Otelio. L'espace d'une campagne, les mythes de la révolution des œillets vont ainsi retrouver la vie. Pour faire des pas réels vers le pouvoir, le peuple portugais devra bien pourtant finir par les tuer.

Il se présente ! La candidature d'Otelio de Carvalho, figure populaire du mouvement du 25 avril au Portugal, a été annoncée hier. Depuis plusieurs semaines, elle occupait l'activité des commissions d'habitants et de travailleurs qui ont échappé au laminage consécutif au coup réactionnaire du 25 novem-

## Le doigt sur la détente

Le traité de contrôle et de limitation des essais nucléaires « pacifiques » a été signé simultanément aux Etats-Unis et en URSS par Brejnev et Ford. Il y a belle lurette qu'en fait, ce qui compte, c'est les essais de fusées porteuses, seules capables de faire aujourd'hui changer l'équilibre des forces. Sur ce point, qui est traité aux « conversations SALT », aucun progrès n'a pu être enregistré depuis longtemps.

● USA-URSS : L'AFL-CIO, le syndicat fasciste américain a mis son veto à l'attribution d'un visa à une délégation de syndicalistes soviétiques qui devait se rendre aux Etats-Unis, annonce le département d'Etat.

## Afrique du Sud LA FAUSSE INDEPENDANCE DU TRANSKEI

Le gouvernement d'Afrique du Sud vient de publier un projet de loi sur l'indépendance du Transkei, un des «bantoustans» d'Afrique du Sud qui doit rentrer en application le 26 octobre prochain. Cette prétendue indépendance a pour résultat de priver de toute nationalité officielle près de deux millions d'Africains.

Le Transkei est le premier «bantoustan» à devenir indépendant. La mise en place de ces pseudo-Etats est en fait un renforcement de la politique d'Apartheid : les 8 bantoustans ne couvrent que 13 % des terres parmi lesquelles les plus riches tant en ressources naturelles qu'en fertilité. Le rôle de ces bantoustans est d'amener les Africains à abandonner leurs

revendications sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement raciste a fait savoir que tous les Xoshas, ethnie censée composer le Transkei seraient considérés comme citoyens du Transkei, tandis que le «gouvernement» du Transkei a déclaré que seuls ceux qui

en feraient expressément la demande seront citoyens du Transkei : 1 700 000 Xoshas, soit plus de la moitié des membres de cette ethnie, vivent officiellement en Afrique du Sud ; ils risquent ainsi de se voir privés de tout papier, ce qui leur interdirait du même coup tout travail.



● SÉNÉGAL : UNE EXPOSITION TROMPEUSE :

Dans un communiqué, l'association des étudiants sénégalais en France (FEANF), dénonce « le caractère mystificateur des manifestations culturelles (plutôt folkloriques) du « mois du Sénégal » en cours à Créteil (banlieue parisienne) ».

● NAMIBIE : Dans un communiqué, l'organisation populaire pour la Libération de la Namibie indique qu'au cours des quatre premiers mois de l'année, des victoires importantes ont été remportées sur les racistes sud-africains. Plus d'une centaine de soldats ont été tués, quatre avions abattus et une grande quantité de matériel capturé. Dans une con-

férence de presse, un représentant du mouvement a lancé un appel aux pays occidentaux pour qu'ils respectent la résolution de l'ONU demandant l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. En particulier, la France, malgré ses déclarations d'« amitié » avec l'Afrique, envoie des armes au régime raciste.

# INTERNATIONAL

# LE VIETNAM UN AN APRES

## ENTRETIEN AVEC ROGER PIC (3<sup>e</sup> partie)

Indépendamment des problèmes économiques, il y a aussi les plaies sociales de la guerre, l'héritage de 150 000 prostituées, 250 000 drogués, sans parler des orphelins, des laissés pour compte des américains, de tous les gosses abandonnés. On a résolument tourné le dos à toutes les organisations internationales charitables : c'est un problème d'Etat, un problème national, et les autorités se sont attelées à sa résolution : il y a des centres de réhabilitation morale (comme on les appelle) pour les anciennes prostituées, il y a des centres de réadaptation et de rééducation pour les drogués.

Là, on emploie des méthodes vietnamiennes ; on essaie de désintoxiquer les gars par l'acupuncture, qui a donné des résultats très satisfaisants, on emploie très peu les neuroleptiques. D'ailleurs, il y a

Mardi soir, la télévision diffusait sur Antenne II, un film de Roger Pic sur le Vietnam, un an après sa libération. Hormis le débat terne qui a suivi, où un nostalgique colonialiste de «L'Aurore» faisait pendant à un Américain qui n'avait rien vu du tout, le film en lui-même présentait une vue très intéressante du Vietnam nouveau, de ses difficultés et de ses espoirs. De la rééducation des drogués et des prostituées, à la remise en route des usines et au retour des réfugiés des villes à la campagne, c'est un pays qui réinvente la paix dans l'indépendance qu'il nous a été donné de voir.

Nous avons rencontré Roger Pic, et nous avons eu un entretien avec lui sur ce qu'il a vu, sur la vie d'un peuple dont le nom, des dizaines d'années durant, a été synonyme de l'avant-poste de la lutte anti-impérialiste.

de gros problèmes par rapport aux médicaments, au Vietnam actuellement. Donc, on fait appel à d'autres méthodes. Pour les problèmes de désintoxication, les problèmes de manque, ce que j'ai pu voir semblait donner des résultats vraiment très très intéressants. Ce sont des gens à qui on essaie d'apprendre des métiers,

et qu'il va falloir remettre dans la vie active. Donc le manque d'emplois se fait sentir.

### ON MOBILISE BEAUCOUP LA JEUNESSE

On essaie, pour les jeunes, d'organiser des grands chantiers collec-



tifs, par exemple pour défricher les nouvelles zones économiques où on va envoyer les anciens paysans. Il faut préparer un

peu la terre, il faut organiser l'irrigation dans certaines zones. Il faut aussi faire face à des travaux de construction urgents, tels que l'ouverture du train, de la ligne unique qui relie le nord au sud. Actuellement, les travaux ont été faits au nord de Hanoi jusqu'à Vinh seulement, un peu sous le 19<sup>e</sup> parallèle ; au sud, il y a juste un petit tronçon entre Danang et Hué et entre Saïgon et Nhatrang. Pour ouvrir la voie, il faut reconstruire tous les ponts et il faut refaire le ballast et toute l'infrastructure, en dehors de ces trois tronçons. Ce sont de grands travaux sur lesquels on mobilise beaucoup la jeunesse, pas seulement celle qui est actuellement inactive, à la recherche d'emploi, mais aussi les étudiants, ceux qui ont déjà une occupation normale.

politique. Cela fonctionne un peu à la manière des grands travaux entrepris en Chine depuis la révolution : c'est une méthode qui a montré à quel point elle pouvait apporter des résultats exceptionnels, aussi bien sur le plan des réalisations pratiques que sur le plan politique.

### DES CHANTIERS CLASSIQUES

On peut aussi se lancer dans la réalisation de certains travaux basés d'avantage sur un système classique de travaux publics. Pourquoi pas ? J'ai vu le pont de Kilam qu'on est en train de reconstruire ; c'est un travail de spécialistes. Il y a actuellement un gros chantier avec 400 ouvriers qui sont des ouvriers au sens courant, avec salaire etc... Il y a une participation de spécialistes du génie militaire d'une entreprise privée de Saïgon, qui avait des ingénieurs et des engins mécaniques indispensables à la réalisation de cet ouvrage. C'est un chantier classique, un chantier de travaux publics comme on peut en voir dans tous les pays.

Mais par contre, dans d'autres endroits, où on entreprend de grands travaux d'irrigation, des travaux sur la voie ferrée, la reconstruction de tronçons de route, de dragages de canaux, sans faire du tout appel à ce type d'entreprise. Cela vient vraiment de l'engagement de la jeunesse ou de la population paysanne, notamment pour l'irrigation de certaines zones : là, il s'agit vraiment de travaux qui ne sont pas rétribués, pour lesquels on donne son travail ; tant qu'on est sur le chantier, on est logé et nourri. Là, c'est l'engagement politique au service de la reconstruction du pays.

(à suivre)

## SYRIE : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES CASQUES BLEUS SUR LE GOLAN

La Syrie a accepté le renouvellement du mandat des Casques Bleus, officiers de l'ONU sur le Golan. Les Casques Bleus resteront donc 6 mois encore, empêchant les troupes syriennes d'avancer pour lutter contre l'Etat sioniste. Ces officiers sont stationnés sur le Golan, depuis le début de l'été 1974, après la guerre d'octobre.

Actuellement, la Syrie est incapable de refuser le renouvellement du mandat des Casques Bleus, ni de poser des conditions pour cela. Elle a été considérablement affaiblie par sa dernière intervention au Liban. Des troubles ont éclaté à l'in-

térieur de la Syrie aggravant la crise intérieure du régime. Mais, c'est surtout la place de la Syrie dans le monde arabe qui a été compromise par son intervention au Liban. Avant, la Syrie se présentait comme un Etat qui défendait la Révolution Palestinienne et avec qui elle avait de bonnes relations.

d'englober et de contrôler la Résistance au Liban correspond à une tentative de la Syrie à faire un règlement dans la région, aux dépens de la Révolution Palestinienne. En s'enlisant dans le conflit au Liban aux côtés de la droite, la Syrie n'a plus les moyens de lutter actuellement contre l'ennemi commun de la région, l'Etat d'Israël.

Mais ses tentatives

### LIBAN :

### VERS UNE ARABISATION DU CONFLIT ?

L'assassinat fasciste de la sœur de Joumblatt montre les contradictions entre les forces réactionnaires, au sujet des discussions entre Sarkis et Joumblatt. Pour certains, il faut s'incliner devant le nouveau président et accepter un accord avec la «gauche libanaise». Pour d'autres, un accord entre Sarkis et Joumblatt veut dire la fin de l'isolement du Liban du reste du monde arabe. Ils veulent empêcher cet accord. C'est ce qui explique leurs crimes. Mais ces contradictions entre les forces réactionnaires ne peuvent masquer les menaces qui pèsent contre la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises. Tous les

Etats arabes semblent satisfaits du rapprochement entre Sarkis et Joumblatt, de la «modération» des phalanges. Une intervention des pays arabes semble possible contre les forces patriotiques après l'appel lancé par le chef religieux chiite, Moussa al Sadr, aux pays arabes pour faire face «aux communistes». Brown, l'envoyé américain au Liban, a déclaré que les Etats-Unis ont fait une erreur en limitant la portée de l'intervention syrienne au Liban. Voilà ce que veulent les Américains : entraîner la Syrie dans un conflit qui fasse perdre leurs forces à la fois à ce pays et à la Résistance Palestinienne.



### LA LISTE DES HONNEURS DE WILSON : AFFAIRISME ET COPINAGE

Comme tout premier ministre qui quitte le pouvoir, Wilson a remis à la reine une liste d'individus dont il demande l'annoblissement. C'est éloquent : le chef de la maison d'édition qui publie ses œuvres, son médecin particulier côtoient deux gros bonnets du théâtre et du cinéma. Des gros hommes d'affaires figurent également sur cette liste, notamment le responsable de Cavenham-

food, un trust agro-alimentaire qui sévit en Europe. Le copinage et l'affairisme était tellement voyants que des membres du parti travailliste se sont élevés contre les propositions de Wilson. Sans rire, un député travailliste a déclaré : «Les noms figurant sur cette liste n'ont rien à voir avec la promotion du socialisme qui est pourtant censé être le but du parti travailliste et de son gouvernement.

Vient de paraître : le sionisme, la Palestine et les Nations Unies 7 francs pièce - 5 francs par 10 édité par le Comité National Palestine BP 146/75 263 Paris Cédex 06 CCP 18 862 75 E Paris

# IL Y A UN AN, DISPARAISAIT GILBERT MURY

Il y a un an disparaissait Gilbert Mury.

Nous publions ici des extraits d'un article publié en sa mémoire dans un numéro de «Front Rouge» du mois de mai 1975.

*«Dire pour quoi je vis, c'est dire pourquoi je me suis battu depuis que j'ai quitté le lit où je trainais d'opération en opération, de plâtre en béquilles, depuis bientôt sept ans. Il était parfaitement clair en ces jours d'octobre-novembre 1940, que les envahisseurs allemands occupaient le sol national et qu'il fallait les en chasser. Mais la libération d'un territoire n'est pas nécessairement celle des hommes qui l'habitent. Et l'oppression ne prend pas toujours la forme d'un uniforme ennemi. Alors la lutte a continué. Il est arrivé que le Parti des Fusillés est devenu le parti de M. Marchais... Les combats de la Résistance ont décidé de toute ma vie. C'est en définitive pour rester fidèle aux vivants et aux morts de la lutte armée de libération nationale que j'ai choisi la guerre de classe aux côtés du prolétariat.*

Dans son combat de résistant, Gilbert a acquis, inébranlablement deux certitudes : le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution et la nécessité de la violence révolutionnaire.

*«Venu au combat de classe par le relais de la guerre de libération nationale, je n'ai jamais pu croire que nous irions au socialisme par la voie pacifique, ni qu'au lendemain d'une victoire militaire, les classes vaincues disparaîtraient sans aucune lutte et sans tenter de reprendre le pouvoir.»*

Au lendemain de la Résistance, il ne cherche pas comme certains à se prévaloir si peu que ce soit de ses titres de Résistant et de dirigeant du «Mouvement de Libération National». Intellectuel de formation et de profession, il aspire avant tout, à poursuivre dans les rangs du PCF, le combat au service de la classe ouvrière. Car pour lui, le socialisme n'a rien d'un but abstrait : c'est une réalité vivante, et rattachée par mille

liens de solidarité et de classe aux peuples qui déjà le construisent.

*«Lorsqu'à la fin d'octobre 1940, j'ai rejoint les rangs du Parti Communiste, j'ai commencé à découvrir ce que représente pour un militant, l'amour d'un pays qu'il ne connaît pas encore, mais où la révolution monte comme une flamme. Hier l'Union Soviétique, aujourd'hui la Chine. Je n'ai jamais vécu ni dans l'une, ni dans l'autre. Je n'ai jamais cru que la France de la révolution victorieuse reproduirait mécaniquement, servilement un modèle inventé à l'autre bout de l'Europe ou à l'extrémité de l'Asie. Seulement, il me semble difficile de combattre pour elle sans trouver dans cette bataille, telle qu'elle se déroule sur notre sol, toutes les raisons de chercher à connaître et à vivre le socialisme tel qu'il grandit, même loin de nous.»*

C'est en luttant contre le révisionnisme en France, que Gilbert Mury a appris à aimer, d'une amitié extrêmement forte, le peuple albanais, sa révolution, son Parti. «Camarade Mury, l'Albanie est votre seconde Patrie» lui a dit un jour Enver Hoxha. Et c'est vrai, il ne parlait jamais de ce pays sans émotion et il est celui qui inlassablement par ses écrits, par son action, en créant en 1972 l'Association des Amitiés Franco-Albanaises, a le plus œuvré pour faire connaître, comprendre, pour faire aimer l'élan révolutionnaire du peuple albanais.

Chez lui, l'adhésion aux idées du communisme ne faisait qu'un avec les sentiments de classe qui l'unissaient, au plus profond de lui-même, à la révolte de tous les exploités en lutte, aux combats des peuples contre l'impérialisme. Et c'est là qu'il puise la force et la certitude pour s'opposer courageusement au déferlement du révisionnisme. A quoi servaient les calomnies et les injures du 20<sup>e</sup> Congrès contre Staline ? Il répondait en 66 : «Discréditer le principe même de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière.»

Que devient le P«C»F ? Un parti bourgeois qui considère de plus en plus les ouvriers les plus exploités comme une masse de manœu-

vre électorale. Les révisionnistes ont beau lui confier d'importantes responsabilités de propagandiste, pour tenter à la fois de se le concilier et de le neutraliser. C'est à partir de telles positions de classe que Gilbert Mury se bat au sein du P«C»F jusqu'à ce que la rupture devienne inévitable. Il rejoint alors les premières forces marxistes-léninistes regroupées dans le MCF (ml). Portant une grande attention aux luttes ouvrières, il contribue à y mettre en avant la nécessité pour les communistes authentiques d'organiser les couches les plus exploitées de la classe ouvrière, les O.S. et, notamment les immigrés. Il a le mérite, rejetant tout esprit de chapelle d'engager, sur le terrain politique, la polémique avec l'UJC (ml).

Si Gilbert n'a pas participé au Congrès de Puyricard, c'est qu'il a finalement douté à l'époque, des conditions dans lesquelles pouvait s'édifier le Parti. Mais il est resté un militant et a consacré alors notamment son énergie à lier le mouvement de solidarité pour le peuple palestinien avec la lutte des travailleurs arabes en France. Ce qui lui valut toutes sortes d'attaques et de vexations de la part de la bourgeoisie. En 1970, Gilbert est à Amann ; contre le sionisme, et contre le racisme, il contribue de toutes ses forces à faire du soutien à la cause palestinienne, un élément indissoluble de la lutte révolutionnaire. Gilbert s'est rapproché de nous à partir du moment où il a pu apprécier la portée de notre rupture avec l'opportunisme, où il a saisi concrètement comment notre Parti se liait à la classe ouvrière. Dès lors, il n'a pas cessé malgré la fatigue, la maladie, de nous apporter une aide précieuse et multiple. Il joua un rôle considérable dès 1972 dans la constitution des Comités Indochine-Palestine, a participé au Comité de Rédaction de «Front Rouge», à la revue «Octobre», apportant à la tribune de nombreux meetings, sa force de conviction, son enthousiasme militant. Depuis plusieurs mois, il avait accepté de donner des cours à l'Ecole Centrale du Parti : loin de se contenter de transmettre ses connaissances philosophiques, historiques, il s'efforçait toujours de les repenser, de répondre aux questions, aux besoins, au point de vue des camarades ouvriers.

## A tous les camarades et amis de Gilbert Mury

*Vous êtes des combattants marxistes-léninistes. Vous êtes de ceux qui préparent les lendemains où les hommes sauront ce que c'est que d'être un homme.*

*J'ai été la compagne pendant plus de trente ans de Gilbert Mury.*

*J'ai participé avec mes moyens, mes défauts et mes qualités à son œuvre, j'ai essayé de l'aider et de le suivre.*

*C'était un homme intègre, c'était un homme de devoir, c'était un militant.*

*Il a consacré sa vie, ses loisirs, son temps, sa santé à préparer la venue de cet homme nouveau qu'il avait rencontré en Albanie socialiste. A travers les orages et les difficultés de la vie militante qui a été la sienne, un amour profond nous a toujours liés. Il est resté avec moi jusqu'à la dernière minute.*

*Et je vous demande camarades, je vous demande à tous, ceux qui croient en la révolution et en la possibilité d'un homme total, un homme délivré des servitudes du capitalisme et de l'aliénation dans lesquelles on retient le meilleur de lui-même, de reprendre son combat, de reprendre sa lutte et de rester toujours fermes sur les positions qui furent les siennes, à savoir le soutien aux peuples combattants, aux peuples déshérités, aux peuples en lutte.*

*Et je vous demande aussi de garder en vous le souvenir de ce que fut pour lui l'œuvre de Staline, à laquelle il était profondément et tragiquement attaché. C'est avec vous que je lui donne mon dernier message fraternel et mon message d'amour.*

Adieu, mon camarade.

Suzanne MURY

## quelques livres sur les pays socialistes...

### La Chine, transformations rurales et développement socialiste

Patrick Tissier retrace les grandes étapes du développement industriel et agricole de la Chine socialiste, avec les enjeux politiques qui ont déterminé, à chaque fois, deux voies capitaliste et socialiste. Tissier fait porter son analyse sur «deux aspects marquants de la voie de développement choisie pour les campagnes chinoises : l'industrialisation rurale et la mécanisation agricole, ces deux aspects constituant une des composantes importantes du processus original d'accumulation interne au secteur agricole propre à la RPC».

L'auteur n'oublie pas de rappeler l'état de développement des campagnes dans les premières années du pouvoir populaire, et, dans une longue préface, souligne toute l'importance accordée par les camarades chinois au rôle de l'idéologie dans les transformations économiques : «Faire la révolution et stimuler la production», ne sont pas deux choses séparées, mais un seul et même processus qui fait des masses, grâce au Parti Communiste, les «agents conscients des transformations économiques». On lira plus parti-

culièrement les chapitres sur la mécanisation de l'agriculture, et les théories de Liou Chao-Chi qui accordaient la priorité au développement des forces productives sur le développement des formes collectives socialistes de l'agriculture : «Sans machines, aucune ferme collective ne peut être consolidée» disait-il. Et Tissier nous montre comment la ligne «noire» de Liou Chao-Chi se développait dans les campagnes à la veille de la Révolution Culturelle, renforçant de fait le pouvoir des éléments capitalistes des campagnes, aux dépens des paysans pauvres. Ceux-ci seront au premier rang pour l'application de la ligne révolutionnaire de Mao Tse Toung d'édification du socialisme dans les campagnes lors de la Révolution Culturelle, que Tissier nous fait suivre à travers des exemples concrets dans quelques districts. L'ouvrage s'arrête à la fin des années soixante et s'achève par un «inédit» de Mao Tse Toung. On ne comprend pas très bien la raison qui a poussé Tissier à mettre ce texte en annexe, lui, qui tout au long de cette étude, s'est fondé essentiellement sur les textes diffusés par les camarades chinois. D'autant

que ce texte a déjà été publié par d'autres éditeurs en quête de sensationnel, et qu'ils ont reconnu que ce «texte» provenait des officines de Taiwan. Il aurait mieux valu un post-face couvrant la période des années soixante-dix, qui n'a pas été exempté de luttes de classe contre les tenants du capitalisme dans les campagnes chinoises. Il y a eu le grand mouvement de «Prendre exemple sur Tatchai» et «s'appuyer sur les paysans pauvres», qui se poursuit aujourd'hui, alors que les paysans chinois se mobilisent pour lutter contre la ligne de Teng Siao-Ping. Une telle annexe n'aurait pu que renforcer la qualité, par ailleurs indéniable, du travail de Patrick Tissier.

Camille NOËL

«La Chine, transformations rurales et développement socialiste» MASPERO Economie et socialisme-50 F Rappelons que Tissier est l'auteur de la double étude : «TAKING, TATCHAI, deux modèles d'avant-garde pour l'industrie et l'agriculture» chez NBE.



Détail des unités de l'Armée de libération nationale dans Tirana libérée, en novembre 1944 (Photo ATSH)

«Précis d'Histoire de la lutte antifasciste de Libération Nationale du Peuple Albanais», «Connaissance de base du Parti Communiste Chinois».

Le Nouveau Bureau d'Édition vient de publier deux ouvrages traduits du chinois et de l'albanais. Le premier, richement illustré d'une abondante iconographie, retrace la lutte que le peuple albanais a menée contre

l'occupant fasciste : lutte politique, idéologique et militaire, dont les étapes, mais aussi les grandes articulations, sont très clairement retracées dans cet ouvrage qui est une véritable leçon politique pour les combats à mener pour l'indépendance nationale.

«Connaissance de base du Parti Communiste Chinois» est le manuel des membres du PCC. On y trouve abordés

les problèmes de la lutte entre les deux voies, les enjeux du centralisme démocratique, mais aussi les fondements de l'idéologie marxiste-léniniste et les statuts du PCC.

NBE, BP 75662 PARIS, CEDEX 14.

Nous signalons la parution «Des Albanaises» d'Annick Miske, aux «Editions des Femmes».

# ÉCONOMIE

après le nucléaire, l'informatique,

## LE PLAN TELEPHONE : UN NOUVEAU "PARI INDUSTRIEL"

Judi dernier Giscard d'Estaing a tranché l'affaire du téléphone. Elle avait commencé en juin dernier lorsque Achille Fould a lancé une consultation internationale pour la passation d'importants contrats de fourniture de centraux téléphoniques.

Les projets sont ambitieux : faire passer l'équipement téléphonique en France de 7 millions de lignes actuellement à 15 millions en 1980, développer les productions «françaises» de la CGE et de Thomson, conquérir les marchés extérieurs (objectif : exporter 25 % de la production). Un projet qui vient à point pour alimenter la propagande sur la reprise, sur la politique de bien-être promise par Giscard d'Estaing. Mais dans le nucléaire, dans l'informatique, nous avons pu voir ce que valaient les prétentions de l'impérialisme français : des velléités sans lendemain. N'en sera-t-il pas de même pour le téléphone ?

### Le téléphone en France : un produit de luxe

La France se situe au 20<sup>e</sup> rang mondial pour la «densité téléphonique» (11 abonnés pour 100 habitants) juste avant l'Espagne. On est loin des 46 postes pour 100 habitants de la Suède. Il y a plus d'un million de demandes en instance (pour 7 millions de lignes en service) dont 300 000 rien que pour la région parisienne qui est équipée de matériel vétuste.

Rare, le téléphone en France est également particulièrement cher. Il faut payer 800 Francs pour l'installation (en Suisse c'est gratuit, en RFA, ça ne coûte que 340 Francs). Les communications et l'abonnement sont parmi les plus chers d'Europe. Une belle preuve que les PTT, entreprise nationalisée (2<sup>e</sup> entreprise française après EDF), ne garantissent pas aux Français un service de qualité et bon marché. Les travailleurs sont les plus touchés. Impossible de se payer un téléphone chez soi quand on gagne 2000 Francs par mois. Quant aux cabines téléphoniques, il faut les chercher : il n'y en a que 23 000 en France, même pas une en moyenne par commune. Bien sûr avec Stoléro tout va changer... Pensez donc, quelques centaines de cabines seront installées pour les ouvriers... sur les chaînes ! Un nouveau gadget de la société «libérale avancée»!

### Le programme gouvernemental : rattraper le retard

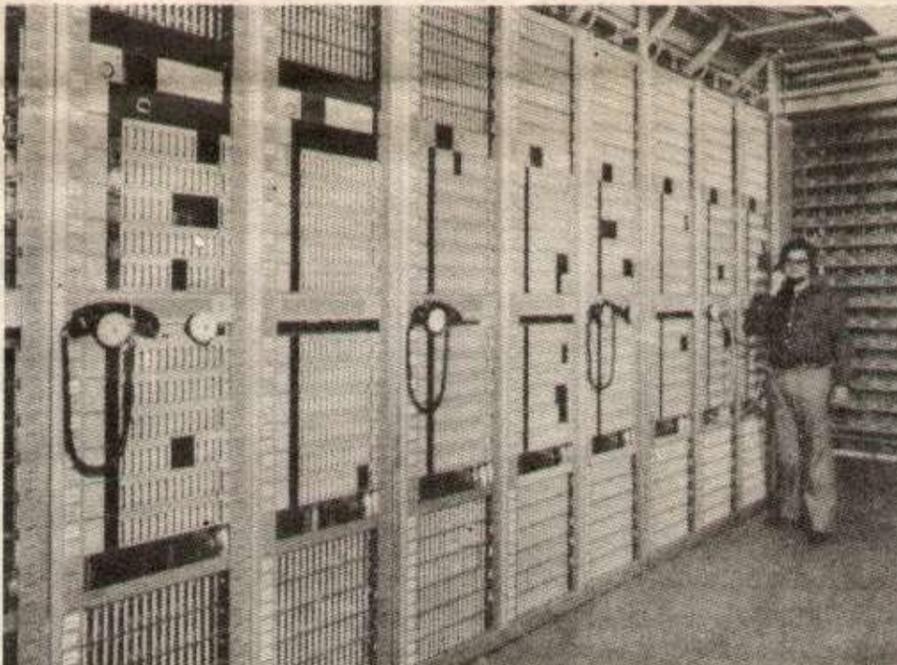
Plus importants tout de même, de ce point de vue, sont les projets annoncés jeudi par le gouvernement. L'immense retard pris dans l'équipement de la France en téléphone ouvre un marché considérable. Pour rattraper ce retard Giscard

dant toute une période, l'activité des entreprises du téléphone va être fortement soutenue à la suite des décisions gouvernementales.

Comme l'avait déclaré Giscard en septembre dernier, lors du lancement du programme de relance, le secteur téléphonique représente une des pièces maîtresses du soutien public à l'économie. Mais ce seul fait est inquiétant. Il prouve que les objectifs conjoncturels pesent fortement dans ce programme téléphonique. Or tout le monde reconnaît aujourd'hui, Giscard d'Estaing le premier, que nous vivons dans un «monde incertain». Aussi les décisions prises aujourd'hui risquent fort d'être remises en cause au cas où par exemple l'inflation, les déficits budgétaires, exigeraient une forte contraction des dépenses publiques. En somme, ces grands projets reposent finalement sur du sable. Au-delà de 1976, rien n'est sûr.

d'Estaing a fait adopter un programme d'investissements qui ferait passer le nombre des lignes de 7 138 000 fin 75 à 15 millions en 1980 et 19,5 millions en 1982. Pour la durée du 7<sup>e</sup> plan, les crédits prévus s'élevaient à 135 milliards de Francs. Rien que pour l'année 1976, les dépenses augmenteraient de 70% par rapport à 1975 (24,8 milliards en 1977).

Il est certain que pen-



### Nouvelles structures de production UN GAGNANT : LE TRUST THOMSON

Thomson rachète LMT filiale d'ITT et produira ainsi le Métaconta, système de type «spatial», sous brevet US et de capacité moyenne. D'autre part, Thomson rachèterait également la filiale française de la société suédoise Ericsson pour produire des centraux de type AXE qui ne seront au point que dans deux ans, de même type que le Métaconta mais plus «évolué» sur le plan technologique.

La CGE est chargée de construire des centraux électroniques de type «temporel», le E 10 actuellement existant mais de petite taille (produit dans les usines de CIT Alcatel et SLE Citerel) et un jour peut-être, le E 12 de grande capacité.

ITT conservera une part du marché de l'ordre de 15 à 20 %

Ainsi le fait marquant de cette réorganisation du marché et des structures de production est l'apparition en force de la Thomson comme le souhaitait déjà en 1972 le ministre des PTT de l'époque. Il semble que ce soit la Thomson qui soit le grand gagnant en l'affaire.

### Un pari industriel

Si le gouvernement a longtemps hésité (la consultation internationale auprès des fournisseurs internationaux a été lancée en juin 1975) c'est qu'il est placé devant une contradiction épineuse : d'un côté l'avenir est incertain et son programme risque fort d'être remis en cause, de l'autre il faut dès maintenant prendre des décisions qui engagent l'avenir dans le domaine des structures de production.

Giscard d'Estaing ne pouvait pas faire admettre qu'un programme de cette ampleur soit réalisé sur la base du partage du marché actuel : nettement plus de la moitié, 57,5 %, pour les firmes étrangères (ITT et le suédois Ericsson), le reste pour la CGE (32,5 %) et l'AOIP (Association des Ouvriers en Instruments de Précision), 10 %.

**90 000 EMPLOIS CREES  
AU COURS DU 7<sup>e</sup> PLAN ?  
LES BELLES  
PROMESSES !**

Dans les documents du 7<sup>e</sup> plan, il est prévu que le Plan Téléphone aboutira à la création de 90 000 emplois : 40 000 dans les PTT et 50 000 chez les industriels. On peut malheureusement en douter. En 1975, les effectifs employés dans l'industrie du téléphone s'élevaient à 68 300. De 1970 à 1973, les effectifs ont fortement augmenté, passant de 41 000 à 66 000, soit une augmentation de 50% en 3 ans. Par contre, de 1973 à 1975, la progression a été faible (+3%). Pourtant les investissements sont restés constamment élevés (+30% par an de 1970 à 1974, +40% en 1975). Donc dans la dernière période, les forts investissements n'ont pas entraîné d'embauche. Bien sûr, il y a la crise qui a conduit au sous emploi des équipements de production (utilisation des capacités de production : 75 % en 1975), si bien que la production va pouvoir augmenter sans embauche. Mais surtout la construction des centraux nouveaux (notamment les «temporels») exige beaucoup moins de main d'œuvre. C'est surtout dans les entreprises chargées d'installer les centraux (poses des lignes, raccordement) qu'il y aura des créations d'emploi. Mais on sera sûrement loin des 50 000 annoncés.

Quant aux effectifs des PTT, ils évolueront peu. D'une part l'automatisation complète prévue pour 1977 supprimera un certain nombre d'emploi. D'autre part, les nouveaux centraux exigent pour leur fonctionnement trois fois moins d'employés que les centraux classiques. Ainsi selon l'habitude, le gouvernement fait de belles promesses... pour plus tard ; une manière peu convaincante de répondre aux inquiétudes ou à la colère des travailleurs.

des décisions gouvernementales, dépend non seulement du respect du programme d'équipement téléphonique pour la France, mais aussi des capacités d'exportations de l'industrie française. On estime en général qu'il faudrait exporter 25 % de la production pour atteindre la rentabilité du point de vue des capitalistes. L'Europe devrait représenter 40 % de ces exportations.

LMT (Le Matériel Téléphonique), d'ITT et d'Ericsson-France par la Thomson.

Ces opérations, qui ont coûté 720 millions de Francs rien que pour la prise de contrôle de LMT, permettent effectivement de mieux organiser le marché. Mais la production reste largement dépendante de l'étranger, notamment des USA, dans le domaine des composants électroniques et électriques et plus encore des ordinateurs qui sont à la base des nouveaux centraux téléphoniques.

### Une vive concurrence

Dans ce domaine, la partie est loin d'être gagnée d'avance tant est vive la concurrence des autres pays impérialistes.

En 1975 la France a exporté pour moins d'un milliard de Francs (887 millions) de matériel téléphonique alors que le marché mondial représente cent milliards de Francs. Ces exportations ne représentent que 10% de la production nationale. On est donc loin du compte.

D'autre part, les brevets restent, pour la plupart, propriété étrangère (notamment d'ITT). Ainsi le produit fini aura la marque *Made in France* mais une part importante de sa valeur correspondra à des éléments étrangers.

D'autre part le gouvernement a accordé dans son programme une large place aux centraux électroniques de la CGE. Or, dans l'état actuel, seuls les petits centraux (type E 10) sont au point. Il n'est pas acquis aujourd'hui que la CGE parviendra à mettre au point les centraux de plus grande capacité (type E 12) sans s'associer à des concurrents étrangers.

### Exporter pour être rentable

Or comme le souligne la presse patronale, une des conditions du succès, c'est le développement des exportations. Comme pour le nucléaire, la rentabilité des entreprises capitalistes modernes ne peut être assurée sur les seules bases du marché national.

Ainsi le succès du pari industriel qui est à la base

### Une production largement dépendante de l'étranger

Giscard fait beaucoup de bruit sur la «francisation» de la production téléphonique. Sur quoi s'appuie-t-il ? Sur le rachat de la filiale

L'expérience du Plan Cal cul et des tentatives malheureuses de construction d'une industrie française de l'ordinateur ne risque-t-elle pas de se reproduire dans le domaine du téléphone ?

# BLOC-NOTES

## Programme télé

SAMEDI 29 MAI 1976

TF 1

20 h 30 - Numéro Un : Michel Fugain et le Big Bazar  
 21 h 30 - Regan  
 22 h 30 - Sillages : l'Amérique et la Chine  
 23 h 30 - Journal

A 2

20 h 30 - Désiré  
 Pièce de Sacha Guitry, avec J.P. Darras  
 22 h 15 - Dix de der  
 23 h 20 - Journal

FR 3

20 h 00 - Spécial Cannes  
 20 h 30 - Don Carlo, opéra de Verdi  
 22 h 00 - Journal

DIMANCHE 30 MAI 1976

TF 1

16 h 45 - Nans le berger  
 19 h 45 - Les animaux du monde  
 20 h 30 - L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la lune, film de J. Demy.  
 22 h 00 - Pour le futur

A 2

19 h 30 - Système 2  
 21 h 50 - Ardèchois, cœur fidèle

FR 3

20 h 05 - Les animaux chez eux  
 20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir, avec J.F. Kahn  
 22 h 30 - Cycle Franz Borge : le Cargo maudit

## SANTÉ

# CONNAITRE LES ANTIBIOTIQUES

Les antibiotiques sont une arme efficace et dangereuse à la fois. Leur utilisation anarchique a conduit à l'apparition de bactéries qui sont devenues résistantes aux antibiotiques, à l'augmentation des effets toxiques (en rapport avec le nombre d'antibiotiques mis sur le marché, insuffisamment testés et connus, avec les associations inefficaces).  
 Pour mieux le comprendre, nous aborderons dans plusieurs « bloc notes » les dangers et avantages des antibiotiques : après la présentation, leur mode d'action, puis leurs différentes catégories en voyant pour chacun d'eux les « inconvénients », enfin leurs règles d'utilisation et les cas où ils sont indispensables.

La découverte des antibiotiques a entraîné le recul de nombreuses infections autrefois mortelles, elle constitue une arme très efficace dans la lutte contre les épidémies bactériennes.

Ainsi, on ne voit plus de jeunes, handicapés à vie par une tuberculose osseuse, ou mourir d'une méningite tuberculeuse, on peut lutter contre la complication de l'angine grave : le rhumatisme articulaire aigu grâce à la pénicilline.

Cependant, le bilan de l'utilisation des antibiotiques n'est pas uniquement positif puisque leur usage immodéré fait courir des risques graves :

o L'apparition en nombre croissant de microbes qui résistent aux antibiotiques.

Ainsi, dans les services de pédiatrie, il est de plus en plus difficile de soigner les méningites, diarrhées bactériennes des nouveaux-nés qui sont de plus en plus résistantes aux antibiotiques et redeviennent mortelles.

A l'hôpital Claude Bernard à Paris, en 1968, une variété de bactéries « citrobacter » était détruite à plus de 90 % par les antibiotiques en 1968, et seulement à 10 % en 1971.

La cause : les antibiotiques détruisent certains microbes, certes. Mais leur usage anarchique et massif, par le jeu de la sélection naturelle, fait apparaître de nouvelles couches de microbes résistants à tous les antibiotiques.

o Un deuxième danger est celui des complications dues à l'usage même des antibiotiques. Les « effets secondaires » comme disent les revues médicales sont aussi nombreux et variés que les antibiotiques et la plupart du temps inconnus des médecins prescripteurs puisque leur information est essentiellement assurée par les labora-

toires pharmaceutiques fabriquant ces antibiotiques (par le biais des « visiteurs médicaux » qui sont 4 500 environ un pour dix médecins, ou des revues, congrès... financés par les laboratoires).

Ainsi, en ouvrant le dossier des antibiotiques, nous ouvrons le dossier de la médecine capitaliste, de la médecine de classe, de l'utilisation anarchique des médicaments qui repose sur la recherche du profit (de la part des trusts), sur la désinvolture des médecins (par méconnaissance totale des dangers de l'usage immodéré des antibiotiques, lorsqu'ils se laissent aller à prescrire : « le dernier antibiotique actif sur tous les jeunes », par facilité ou reconnaissance envers un laboratoire généreux qui les aura gavés de livres reliés ou de whisky...).

### COMMENT AGISSENT LES ANTIBIOTIQUES

Les antibiotiques détruisent en partie ou en totalité les bactéries responsables des infections.

Une bactérie est un organisme unicellulaire qui comprend :

- un noyau formé de la réunion des chromosomes (chaines de protéines qui permettent en se dédoublant la formation d'un nouveau noyau, puis d'une nouvelle bactérie).

- le cytoplasme liquide gélatineux qui contient les éléments nutritifs de la cellule, les protéines nécessaires à la vie de la bactérie, au dédoublement du noyau, les ribosomes (usines de fabrication des protéines)

- la membrane cytoplasmique qui contient le tout, elle même entourée d'une paroi rigide.

L'organisme humain sécrète des anti-corps contre les éléments étrangers que sont les bactéries, pour les détruire. En cas d'invasion massive ou de baisse des défenses de l'organisme (fatigue, mauvaises conditions de vie, autre maladie), les défenses ne suffisent plus, les antibiotiques sont nécessaires pour aider l'organisme à détruire ces microbes.

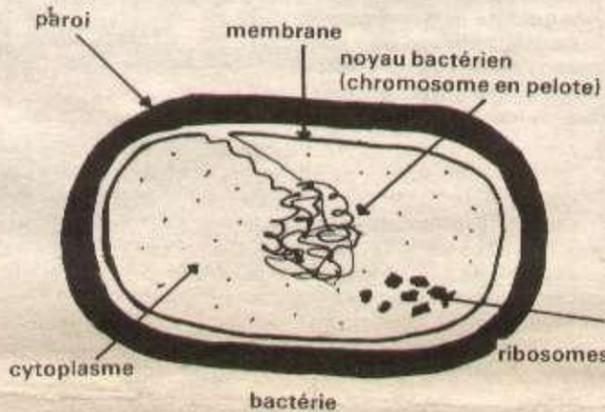
Il y a en gros deux catégories d'antibiotiques :

- Les bactéricides qui agissent en détruisant la membrane ou la paroi, et sont les plus efficaces, car la bactérie meurt très vite : ce sont les pénicillines, la streptomycine, la gentamicine, la kanamycine, la colimycine...

- Les bactériostatiques qui bloquent la fabrication des protéines au niveau des ribosomes contenus dans le cytoplasme.

Leur mode d'action est complexe, variable selon l'antibiotique qui agit à un niveau de la chaîne de fabrication des protéines.

Ils sont moins actifs que les premiers (ce qui n'enlève rien à leur toxicité) car ils ralentissent simplement la multiplication des bactéries : ce sont toutes les cyclines (tétracyclines, hexacycline...), le chloramphénicol...



## Feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

### RÉSUMÉ :

Madame Ba Ou, l'aubergiste, a préparé un plan pour aider le caporal Co et trois autres soldats à désertier. Le jour prévu, le caporal est chargé de préparer la séance de cinéma qu'organise le Service d'Action Psychologique.

### 38<sup>e</sup> ÉPISODE DÉSERTIONS

Pendant qu'il aidait les gens à creuser des trous et à planter des pieux, Co ne cessait de regarder du côté de la grotte, se disant : « Encore quelques heures et vive la liberté ! Pas le moment de se faire étriller ! » En effet, le messager qu'il avait envoyé chez Mme Ba Ou lui avait répondu que la bonne femme les attendrait coûte que coûte ce soir, même tard, car il était impossible de remettre l'affaire à un autre jour.

Ce fut seulement au crépuscule que le support put enfin tenir droit après bien des vicissitudes. Au crépuscule, le caporal Co et son groupe arrivèrent à leur étable. Les hommes expédièrent à la hâte leur repas, prirent leurs fusils et s'en allèrent en douce.

Ils ne virent personne en arrivant au carrefour de Si Ly :

— Mais où est-elle ?

— Tu as bien compris ce qu'elle t'a dit ?

Mais une voix familière s'éleva de l'autre côté de la route :

— Vous êtes là, mes amis ?

C'était Mme Ba Ou. Mais elle resta encore longtemps invisible avant de sortir d'un buisson.

— Me voilà ! Vous êtes au complet ?

— Oui !

— Passez-moi vos armes et munitions !

Les quatre hommes s'empressèrent d'obéir. Mme Ba Ou prit deux fusils dans chaque main, disparut dans les buissons et revint distribuer à



chacun une ration de riz encore fumant enveloppée dans une spathe d'aréquier.

— Des vivres pour vous. Du poulet là-dedans.

Les hommes étaient fort émus.

Mme Ba Ou prit la tête de la colonne et marcha à vive allure. A deux cents mètres environ du carrefour, elle s'engagea dans la rizière, suivie des hommes. Au milieu de la plaine, ils entendirent des porte-voix hurler dans le village.

— Qu'est-ce que c'est ? s'enquit Mme Ba Ou.

— Ils rassemblent la population pour assister à une séance de cinéma.

Rassurée, Mme Ba Ou reprit sa marche. Déjà

le Vam Rang se montrait devant eux, filant à belle allure vers la mer en rugissant.

Mme Ba Ou se dirigea tout droit vers la berge. Elle frappa plusieurs fois dans ses mains. On vit sur l'autre rive s'agiter des silhouettes de femmes reconnaissables à leurs chignons.

— C'est vous, Mme Ba Ou ?

— Oui !

— La rivière peut être franchie à gué. Ce n'est pas profond !

Mme Ba Ou se tourna vers les hommes.

— Je vous dis bon voyage. Ma mission est terminée.

Elle tendit quelque chose au caporal Co :

— On a fait une collecte. Voilà 300 piastres pour la route.

Co retira sa main, mais la bonne femme y glissa l'argent de force :

— Vous en aurez besoin en chemin. C'est de bon cœur qu'on vous l'offre.

Co, forcé de prendre la somme, resta planté devant Mme Ba Ou en bredouillant des remerciements. Les autres hommes dirent adieu à l'excellente femme, se déchaussèrent et s'engagèrent dans la boue.

Une voix s'éleva de l'autre côté :

— Ne gardez que votre caleçon. Otez vos uniformes et enfoncez-les dans la boue. Il y aura d'autres vêtements pour vous ici !

Les hommes se déshabillèrent au milieu du courant, roulèrent leurs uniformes et les fichèrent profondément dans la vase en appuyant dessus de tout leur poids.

Dans la pénombre, Mme Ba Ou les distingua qui montaient sur l'autre berge. Mission accomplie ! Elle se sentit toute légère.

— C'est toujours quatre hommes de gagnés !

Elle ne s'en retourna que lorsque les quatre hommes eurent tous rejoint leurs nouveaux guides.

(à suivre)

# OU VA L'ALLEMAGNE

## LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES (1)

REPORTAGE DE MARC ANDRÉ ET GÉRARD LINKEN

*Des lois d'exception de 1968 aux derniers décrets limitant les droits de défense pour les inculpés et leurs avocats, les dix années de participation au gouvernement du parti social-démocrate sont jalonnées par une série impressionnante de mesures de renforcement de l'appareil répressif. Mises en place progressivement, ces mesures s'accompagnent d'un processus de main-mise et de manipulation complète des médias. Ce sont ces mesures que nous commençons de décrire ici, avec les «interdictions professionnelles».*

AVRIL 1933 :

Hitler au pouvoir depuis le début de l'année, après sa provocation de l'incendie du Reichstag, entreprend d'épurer l'appareil d'Etat de tout élément pouvant s'opposer à sa politique. Le 7 avril, il prend un décret qui dit textuellement «les fonctionnaires qui ne présentent pas la garantie qu'ils s'engageront à tout moment et sans réserve pour l'Etat national pourront être licenciés».

JANVIER 1972 :

Brandt chancelier depuis 1969 ratifie la décision d'une conférence des ministres présidents des Länder (présidents d'information sur les gouvernements régionaux) qui adopte un «décret sur les radicaux» affirmant : «Les fonctionnaires sont tenus à s'engager dans et en dehors du service pour le maintien de l'Ordre Fondamental

(constitution). Il s'agit là de mesures impératives.»

A quarante ans de distance, une ressemblance tout de même assez frappante ! Bien sûr cela ne veut pas dire que la situation politique du III<sup>e</sup> Reich et celle de la RFA de Brandt et Schmidt sont identiques. Loin de là même, du point de vue des masses, de leur mouvement, de leur organisation : en 1933, ce qui pousse Hitler à organiser la chasse ouverte aux communistes, à épurer soigneusement l'appareil d'Etat, c'est l'existence d'un réel et puissant mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est l'existence d'un parti communiste influent. Alors qu'en 1972 et dans l'Allemagne d'aujourd'hui, quels que soient la vigueur de certaines grèves sauvages, le syndicat réformiste (DGB) maintient pour l'essentiel son emprise étouffante sur la classe ouvrière.

Situation différente, donc, mais la ressemblance de ces moyens forgés par la bourgeoisie allemande à 40 ans de distance n'en est pas moins inquiétante. Qui pourrait être rassuré de savoir que c'est à froid, de manière préventive que la bourgeoisie allemande prépare les moyens de sa contre-révolution, et sans doute dans son esprit de la contre-révolution en Europe. Or force de reconnaître que le «décret sur les radicaux» constitue dans cette direction une machine de guerre particulièrement efficace pour «épurer» l'appareil d'Etat : Hitler ne s'y était pas trompé, Brandt non plus.

Certes, l'application aujourd'hui de ce «décret sur les radicaux» n'a pas le caractère massif qu'a pu avoir son frère jumeau de 1933. C'est d'ailleurs l'argument assez pauvre le seul qu'ont utilisé Brandt, Schmidt et les ministres sociaux démocrates, pour justifier ce décret aux rares récalcitrants qui se manifestaient dans les rangs du SPD. En dehors du caractère assez cynique de l'explication («mais voyons donc, nous ne frappons pas autant de monde qu'en 33»), on est obligé de constater qu'on ne peut

juger de l'impact du «décret sur les radicaux» par le seul décompte de ceux qui sont exclus. L'examen attentif de 4 années d'application du décret, montre qu'il n'a pas seulement entraîné de nombreuses exclusions de la fonction publique ou d'interdiction d'y pénétrer, mais aussi qu'il a considérablement modelé, transformé l'état d'esprit de ceux qui y travaillent et, c'était évidemment un des buts visés par les sociaux-démocrates en 1972 !

Qui est frappé ? Pour quels motifs ? Officiellement, il est recensé au niveau fédéral 400 interdictions professionnelles. Bien évidemment, il y en a beaucoup plus puis ce que c'est entre un et deux milliers de personnes qui seraient victimes de ces interdictions. La plupart sont des enseignants (instituteurs, professeurs...), mais dans plusieurs Länder, des ministres présidents ont exigé que les exclusives s'étendent à tous les niveaux de la fonction publique : employés, cheminots et même... moniteurs de colonies de vacances... Pour être exclu, le motif le plus couramment utilisé, c'est

l'appartenance à une organisation qui se réclame du marxisme : c'est ainsi que pêle-mêle sont frappés des membres du DKP (parti révisionniste, extrêmement lié à la RDA et autorisé en 68 au moment des négociations sur l'Ost-politik), et des membres d'organisations révolutionnaires se réclamant du marxisme-léninisme. Mais il y a d'autres motifs, comme la participation à une manifestation (même si elle avait été autorisée, comme celles sur le Vietnam, il y a 10 ans !), la distribution de tracts... Un exclu de la fonction publique se verra même simplement reprocher d'habiter dans le même appartement qu'une personne appartenant à une organisation marxiste !

En fait, depuis 1972, plus de 600.000 personnes, candidats à la fonction publique, ou déjà membres titulaires ont vu reconstituer des dossiers sur eux, leur passé, leur opinion, leur attitude dans telle ou telle affaire. Evidemment, une telle recrudescence des enquêtes pousse les fonctionnaires, les étudiants candidats à la fonction publique à surveiller étroitement leur comportement, et à hésiter lourdement avant de s'engager. Et le cercle se referme, tel étudiant se voit exclu de la

fonction publique parce qu'il a signé ou distribué un tract contre les interdictions professionnelles visant l'un de ses professeurs par exemple. Tel professeur se verra reproché, non pas d'avoir remis en cause en général, le système des interdictions professionnelles, parce qu'il s'en sera gardé, mais simplement d'avoir protesté contre l'exclusion d'un de ces collègues victimes du «décret sur les radicaux».

Les sociaux-démocrates sont ainsi arrivés à instaurer un climat irrespirable dans la fonction publique, climat qui peut évidemment aller jusqu'à la délation, et qui y est allé dans certains cas : les éléments les plus réactionnaires affiliés à la CDU au passé nazi, se font en l'affaire les auxiliaires zélés des enquêtes policières pour les interdictions professionnelles.

Lundi :  
Deux témoignages  
de victimes  
du droit sur  
les radicaux

## Interrogatoire de police pour exclure un candidat de la fonction publique

La procédure pour réaliser une interdiction professionnelle est significative. Interrogé, le plus fréquemment directement par la police, il ne connaît pas directement les charges qui pèsent contre lui et n'a pas droit à une assistance juridique, en dehors d'information sur les questions de procédure : il découvre ainsi au fur et à mesure, les charges qui sont retenues contre lui. Marxiste ou pas, il doit s'évertuer à prouver qu'il ne contredit pas la constitution. Ensuite le service de police transmet son rapport et ses «doutes» sur le candidat au ministre de Land concerné, qui statue comme il l'entend. Après coup, seulement, le candidat peut être informé du motif du rejet de sa candidature. L'interrogatoire de police de l'écrivain Peter Schneider que nous publions ici constitue un bon exemple de la manière dont de tels interrogatoires sont menés

Q. : *Commençons par le discours que vous avez tenu lors du meeting Springer.*

R. : Puis-je vous demander de faire un compte-rendu de notre conversation, je voudrais le voir et le signer le cas échéant.

Q. : *Nous prenons des notes, mais seulement à usage interne. Dans un discours vous avez parlé de «représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple».*

R. : Puis-je voir le passage ? Je ne me souviens pas

du contexte. (On lit toute la phrase)

Q. : *Pensez-vous que le parlement ne représente pas le peuple ?*

R. : Il est clair que l'expression vaut pour le cas dont il est question dans ce discours, il s'agit...

Q. : *Ne s'agit-il pas d'un état général ?*

R. : Il s'agit du cas que j'ai présenté, de la campagne de la «Bild-Zeitung» contre l'augmentation des redevances téléphoniques.

Q. : *Il est frappant de voir avec quelle fréquence vous employez l'expression «classe dirigeante». Dites-nous ce que vous entendez par là.*

R. : Les dirigeants sont ceux qui ont le pouvoir dans l'Etat.

Q. : *De qui s'agit-il ?*

R. : Vous le savez aussi bien que moi : ceux qui possèdent les moyens de production, les partis.

Q. : *Pensez-vous aux députés ou à la direction des partis ?*

R. : Ceux qui ont le pouvoir.

Q. : *Et qui sont les dirigés ?*

R. : Ceux qui n'ont pas le pouvoir.

Q. : *Qui sont-ils ?*

R. : Ceux qui, n'étant ni possédants, ni chargés de hautes fonctions, ne participent pas à l'exercice du pouvoir, les ouvriers, les enseignants, les infirmières...

Q. : *Comment faites-vous la distinction entre les membres d'un parti et*

*les masses ? Pensez-vous que le million d'adhérents du SPD compte parmi les dirigeants et les autres parmi les dirigés ?*

R. : C'est absurde.

Q. : *Bon. Qui sont alors les dirigeants ?*

R. : Les personnes et les groupes qui ont vraiment le pouvoir. Ce ne sont certainement pas les centaines de milliers d'adhérents du SPD.

Q. : *Je vous demande cela parce que vous me comptez peut-être parmi les dirigeants !*

R. : Je n'en sais rien. Je ne vous connais pas.

Q. : *Il ne s'agit pas de relations personnelles. Vous savez que vous êtes en votre qualité de fonctionnaire tenu à la loyauté vis-à-vis de votre supérieur !*

R. : Oui.

Q. : *Pensez-vous que le Sénateur à l'éducation, par exemple, fasse partie des dirigeants ?*

R. : Cela dépend de la politique qu'il fait. Je ne pense pas que les partis constituent simplement le

bloc dirigeant et tous les autres le bloc des dirigés. Au SPD justement, on discute des intérêts que le parti se doit de représenter. Ceci entraîne des contradictions entre la base du parti et sa direction.

Q. : *Revenons à la phrase sur les représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple. Pourriez-vous l'expliquer ?*

R. : Il s'agit de la campagne de la «Bild-Zeitung» contre l'augmentation du tarif de téléphone. A l'époque, la «Bild-Zeitung» lançait une campagne qui obligea entre autre le Parlement à rentrer de vacances plus tôt que prévu bien que la plupart des lecteurs de «Bild» ne possèdent pas de téléphone. Je voulais montrer comment «Bild» mobilise les masses dans l'intérêt du monopole de Springer et c'est dans ce contexte qu'il y a eu la phrase sur les représentants du peuple qui ne représentent pas le peuple et sur le «Parlement des lecteurs de la «Bild-Zeitung» à Bonn.

Q. : *Vous n'allez pas nous faire croire qu'il ne s'agit que de cela. Vous*

*voulez expliquer un fait général. Vous pensiez au système.*

R. : Ici, j'ai utilisé ces expressions en référence à ce cas, si vous y trouvez autre chose il faudrait me le prouver.

Q. : *Je ne trouve pas vos propos convaincants.*

R. : ...

Q. : *Je vous ai demandé si vous la trouvez souhaitable ? (La révolution)*

R. : Vous faites maintenant comme si les termes de «révolutionnaires» ou de «révolution» étaient des insultes. Finalement, c'est bien une révolution, la révolution française, qui a engendré la démocratie. Il est clair que je peux naturellement imaginer une évolution de notre système social.

Q. : *Quelle en serait la forme ?*

R. : Je n'en sais rien. Je n'ai pas pour tâche de fantasmer une pareille évolution. Je m'en tiens à ce que je vois.

*Extrait d'une brochure très intéressante éditée par le groupe d'information sur les pays de langue allemande.*